CONTRE-BUDGET

le temps des responsabilités

2027

ÉQUINOXE

SOMMAIRE

Sommaire 2
« Retrouver le sens de la mesure », Antoine Mikolajczak 3
Remerciements 5
Pourquoi un contre-budget ? 7
Introduction 8
Méthodologie 10
Chiffres clés 11

Chapitre 1 - Dépenses : L'heure de l'efficacité 13
Renouer le pacte intergénérationnel 16
Un État et des collectivités exemplaires 18
Une protection sociale juste et efficace 19

Chapitre 2 - Recettes : contribuer à la hauteur de ses moyens 21
Mettre les grandes entreprises à contribution 24
Un effort juste, surtout pour les plus aisés 25
Pollueur, payeur 27

Chapitre 3 - Investir pour notre avenir 29
Mieux soigner, protéger et enseigner 32
La transition écologique, maintenant 35
Un grand plan d'adaptation face aux canicules 37
Réindustrialiser la France pour reprendre la main sur notre avenir 39
Rendre du pouvoir d'achat grâce à la transition énergétique 40
En résumé 41
Annexe - Détails des mesures 42

Équinoxe. Novembre 2026.
Document rédigé et mis en page à la main, avec le 💛.



RETROUVER LE SENS DE LA MESURE

Antoine Mikolajczak, candidat

Face à un monde qui court toujours plus vite, où les crises persistent et s'aggravent, Équinoxe vous propose de retrouver le sens de la mesure. Ce contre-budget, que nous avons voulu doublement responsable, en est l'une des premières pierres : celle d'une France qui ne court plus après la démesure, d'une France qui retrouve le sens de ce qui dure.

Nous vivons au-dessus de nos moyens. Au sens planétaire, d'abord : canicules, feux de forêt et sécheresses nous rappellent chaque été le coût grandissant de l'inaction. Au sens budgétaire, ensuite : sans mesure nouvelle, le déficit public atteindrait 6,4% du PIB en 2027. Ces deux dettes ont la même origine : une fuite en avant de nos sociétés, qui renvoie toujours l'effort à plus tard.

Lorsqu'il n'est pas complètement mensonger, avec des chiffres inventés ou falsifiés, le débat politique offre le plus souvent deux réponses.

L'une coupe aveuglément dans les services publics, demande beaucoup à celles et ceux qui ont peu, et sabre dans les investissements d'avenir. L'autre promet une relance keynésienne sans aucune économie, financée par des impôts sur les plus riches au rendement surestimé. Mais une relance ne s'autofinance pas : le déficit se creuse, et une partie de l'effet se perd en inflation, en importations et en compétitivité. Deux manières d'aller trop loin : l'une dans le renoncement, l'autre dans l'illusion d'une croissance qui paierait tout.

Chez Équinoxe, nous croyons à un autre chemin : celui de la mesure. Reconnaître nos limites, faire le tri entre l'essentiel et le superflu. Alors que de plus en plus de Françaises et de Français doutent, nous proposons un nouveau récit. Des efforts, oui, mais partagés, et avec des effets porteurs d'espoir.

Alors que le Gouvernement propose 43 milliards d'euros d'économies, son seul horizon reste de stabiliser le déficit à 5% du PIB. Une solution budgétaire au goût un peu amer…

Au contraire, nous ramenons le déficit à 3,9% du PIB, dès l'année prochaine. Et surtout, nous investissons 32 milliards d'euros dans notre avenir.

Concrètement, notre contre-budget part de trois aspirations, qui se concrétisent en de nombreuses propositions budgétaires.

Dépenser mieux, pas seulement moins. Nous réduisons la dépense sans coups de rabot aveugles : nous allons chercher l'argent là où il se perd, et nous demandons des efforts partagés. En parallèle, nous renforçons ce qui protège, comme l'hôpital, l'école ou la protection de l'enfance. Chaque euro public doit servir ce qui compte vraiment.

Chacun contribue à sa hauteur. Les 59 milliards d'euros de recettes prévues dans notre contre-budget portent d'abord sur les gros patrimoines, les successions, les hauts revenus et les grandes entreprises, et 25 milliards d'euros d'économies sont prévus sur les retraites les plus élevées. Les petites et moyennes pensions, elles, ne baissent pas.

Investir maintenant pour ne pas payer deux fois. Nous proposons de réinvestir ou de rendre aux ménages 32 milliards d'euros : transition écologique, adaptation au changement climatique, réindustrialisation, baisse du prix de l'électricité. Réduire le déficit en sacrifiant l'investissement ne fait que reporter la facture.

Nous proposons des arbitrages clairs, assumés et expliqués, pour être transparents envers les Françaises et les Français. Les choix difficiles sont inévitables, mais ils peuvent pourtant être justes, débattus démocratiquement et avoir du sens pour l'avenir de nos enfants.

Ce contre-budget n'est pas un point d'arrivée. Un budget annuel d'urgence ne suffit pas à changer le pays : des réformes plus profondes, sur l'organisation de l'État, notre système social, l'industrie ou encore sur la santé sont présentées dans le programme complet d'Équinoxe.

Rien de tout cela n'est simple. Cela demande du courage : celui de regarder la réalité en face, de décider avant qu'il ne soit trop tard, de ne pas laisser à la génération suivante le résultat de nos hésitations.

C'est dans cet esprit que nous proposons notre candidature à l'élection présidentielle de 2027.

Rejoignez-nous pour écrire ensemble cette autre histoire !

Antoine Mikolajczak

Qui est Antoine Mikolajczak, candidat Équinoxe à l'élection présidentielle ?

Antoine Mikolajczak est le candidat à l'élection présidentielle de 2027 pour Équinoxe, suite à son élection au jugement majoritaire par les adhérents et adhérentes du parti en avril 2026.



Diplômé de l'ICAM de Lille en tant qu'ingénieur, Antoine s'est ensuite forgé une solide expérience sur le terrain à travers toute la France, en travaillant aux côtés d'élus, d'agriculteurs et d'habitants. Élevé dans une famille picarde, il a nourri une conviction claire : **les changements se construisent, territoire par territoire, avec celles et ceux qui y vivent**.

Engagé au sein d'Équinoxe depuis les élections européennes de 2024, Antoine Mikolajczak a d'abord été organisateur d'actions de terrain, puis responsable d'un groupe local. En 2026, il s'est présenté aux élections municipales.

REMERCIEMENTS



Depuis le lancement d'Équinoxe en 2021, nous suivons un principe fondateur et intangible : **les idées collectives passent avant les égos personnels**. Notre mouvement est certes incarné, par des représentantes et représentants élus, mais il n'est pas personnifié : nous n'avons pas été créés autour d'une personnalité mais autour d'idées fortes.

Il est donc tout naturel d'introduire ce document par des remerciements collectifs. Ce contre-budget est le fruit du travail de dizaines de bénévoles qui, loin des projecteurs médiatiques, font vivre notre démocratie. Un immense merci à elles et eux.

Mention spéciale à **Vincent, Clémence, Maxime, Briac, Mathilde et Louis** pour leurs longues soirées passées à s'assurer du sérieux de ce contre-budget.

Merci aussi à nos membres qui ont pris le temps de voter, commenter, et critiquer ce contre-budget, ce qui nous a permis de l'améliorer et de trancher certains choix stratégiques. Chez Équinoxe, **toutes nos propositions sont soumises au vote de nos adhérents et adhérentes**.

Construire un budget n'est pas un exercice facile : d'autres partis avec plus de ressources l'ont fait, sans pour autant convaincre. Ce **contre-budget 2027 est évidemment perfectible** : il a vocation à être critiqué, débattu, amélioré. Nous attendons ainsi vos retours avec impatience, en ligne comme lors des nombreux événements que nous organisons.

Bonne lecture !

⚠ Un contre-budget d'urgence, pas un chiffrage du programme

Ce document est un contre-budget d'urgence, borné à l'année 2027. Il reflète les positions que nous aurions défendues pendant les débats actuels, et non pas notre programme complet sur cinq ans.

Il ne contient aucune réforme structurelle. La réforme du système de retraite, la réforme de l'organisation territoriale, la simplification administrative ou encore la réforme du système socio-fiscal s'étalent sur plusieurs années et ne peuvent pas être chiffrées dès 2027. **Elles sont présentées dans notre programme complet et nos différents cahiers thématiques.**


L'AVENIR



ÉQUINOXE

Pourquoi un contre-budget ?

INTRODUCTION



Le temps des responsabilités

En 2027, la France doit regarder la réalité en face. **Notre modèle économique s'est emballé et nous précipite vers le mur climatique**. Dans le même temps, tout ce qui nous rassemble s'effrite : la société se clive, se divise et le lien social s'affaiblit.

Face à ces constats, la réponse politique n'est pas à la hauteur. Les services publics sont en berne, et les Françaises et les Français ressentent de plus en plus un certain déclassement, alors même que les déficits restent élevés. Sur le plan environnemental, le Haut Conseil pour le climat juge dans son dernier rapport l'action publique « *tout à fait insuffisante* », qu'il s'agisse de l'atténuation ou de l'adaptation au changement climatique.

Faut-il réduire la dette publique ?

Le déficit, qui correspond à la différence entre les recettes et les dépenses publiques, a atteint 5,4% du PIB en 2026 et devrait se dégrader à 6,4% en 2027 si aucune mesure n'est prise, alors que la France ne traverse pas de crise économique. Ce déficit est compensé chaque année sous forme de dette supplémentaire. Cette dernière s'établit à 119% du PIB fin 2026. Pour financer ces déficits, l'État dépend des marchés financiers : dans la zone euro, il ne peut pas recourir à la planche à billets de la banque centrale et emprunte aux conditions proposées par le marché.

En 2027, **l'État paiera 91 milliards d'euros d'intérêts**, c'est 12 Md€ de plus qu'en 2026 et davantage que le budget des armées.

Notre taux d'emprunt à dix ans a franchi 5% en octobre 2026, un niveau inédit depuis le début des années 2000, avec un écart de plus en plus important avec l'Allemagne. Chaque année, une partie de la dette empruntée à un taux très bas il y a cinq ou dix ans doit être renouvelée à ces nouveaux taux. La facture va donc continuer d'augmenter d'environ 10 Md€ par an pendant les prochaines années.

Il ne **s'agit pas de rembourser la dette** : l'État emprunte de nouveau quand un prêt arrive à échéance, et peut tout à fait fonctionner de cette façon sur le long terme (on appelle cela « *faire rouler la dette* »). L'enjeu est que la dette arrête de grossir plus vite que l'économie. Il y a quelques années, avec des taux très bas et une inflation forte, la France pouvait dépenser facilement, sans que sa dette n'augmente par rapport à la richesse produite, mais cette marge a disparu.

Pourtant, **toute dette n'est pas mauvaise**. Emprunter pour investir dans ce qui rapportera demain, une centrale, un réseau, une industrie, se rembourse par l'activité et les recettes qu'il crée.

D'autres dépenses, comme l'adaptation au changement climatique ou la préservation de la biodiversité, **ne rapportent presque rien directement mais évitent des coûts futurs bien plus lourds**. Elles sont indispensables, mais doivent plutôt être financées par des recettes que par l'emprunt.

En revanche, emprunter chaque année pour payer des dépenses courantes, c'est nécessairement faire peser ces dépenses sur les générations futures.

Comment réduire le déficit tout en investissant ?

Pour comprendre comment y parvenir, il faut regarder où va l'argent. Quand l'État dépense plus qu'il ne prélève, la différence ne disparaît pas.

En effet, macroéconomiquement, lorsque l'État s'endette, c'est que les entreprises ou les ménages s'enrichissent, à balance des flux financiers nulle (ce qui est proche d'être le cas en France). C'est notamment ce qui s'est passé en France pendant la crise du Covid-19, avec une forte augmentation de l'épargne, en parallèle de l'augmentation de la dette. Cette épargne est ensuite en partie prêtée à l'État, notamment via l'assurance-vie.

Or, les Français épargnent beaucoup : près de 18% de leur revenu en 2025, contre 14,6% en moyenne avant le Covid. Cette épargne est très concentrée, les 20% de ménages les plus aisés, en particulier les retraités, mettent de côté plus d'un quart de leur revenu, les plus modestes, presque rien.

L'épargne française a plutôt tendance à se diriger vers des placements sûrs, en raison de l'inquiétude pour l'avenir, notamment pour les retraites, mais aussi de la volonté de transmettre.

Par logique comptable, réduire le déficit suppose donc que cette épargne diminue, ou qu'elle finance autre chose que l'État. Si l'on coupe dans les revenus des ménages modestes, ils consomment moins et l'activité ralentit. Alors que si l'on prélève sur les patrimoines et les revenus les plus élevés, on soustrait surtout de l'argent qui aurait été épargné, et la consommation bouge peu.

Certains proposent d'autres voies, qui ne tiennent pas. Laisser filer l'inflation réduirait la valeur de la dette, mais rendrait les produits français plus chers face à nos voisins, sans possibilité de dévaluer dans la zone euro. Annuler la dette détenue par la Banque centrale européenne est interdit par les traités, et rapporterait peu puisque la Banque de France reverse déjà ses bénéfices à l'État.

Un défaut de paiement provoquerait de son côté une envolée des taux d'intérêt et une baisse de confiance durable de la part de nos investisseurs. Enfin, une relance trop importante par la dépense profiterait en grande partie aux importations et nourrirait l'inflation.

Notre contre-budget combine donc deux leviers. Premièrement, au lieu d'emprunter l'épargne des plus aisés et de la leur rémunérer, il leur en demande une partie sous forme de contribution. Deuxièmement, il réinvestit une partie de cet effort dans une relance ciblée : des emplois et des travaux en France, là où chaque euro dépensé soutient le plus l'activité et surtout la transition.

Notre méthode : Constats – Aspirations – Propositions

Prétendre résoudre des problèmes complexes sans avoir pris le temps de les poser collectivement ne fonctionne pas. Pour bâtir une vision commune avec justesse et transparence, nous nous appuyons sur trois étapes clés.

Constats → **Aspirations** → **Propositions**

Ils sont à l'origine de notre réflexion et s'appuient sur des faits scientifiques.

Elles nous indiquent la direction vers laquelle nous poussent nos idéaux.

Ce sont les idées concrètes reliant nos constats et aspirations.

MÉTHODOLOGIE



Le point de départ : le budget tendanciel

Pour élaborer ce contre-budget, nous utilisons comme point de départ un « *budget nu* » (aussi appelé tendanciel), c'est-à-dire ce que seraient les comptes publics en 2027 si rien n'était décidé.

Ce tendanciel prend en compte que :

- Les retraites augmentent avec le nombre de retraités et sont revalorisées sur l'inflation, tout comme les prestations sociales ;
- Les dépenses de santé suivent la hausse naturelle des besoins ;
- Les budgets des ministères suivent l'inflation, plus 1,2% lié à l'évolution prévue du PIB ;
- Les dépenses des collectivités suivent l'inflation ;
- Les recettes progressent avec l'activité.

Ce tendanciel comprend aussi des hausses déjà décidées ou inévitables : la charge de la dette (+12 Mds), le budget des armées prévu par la loi de programmation militaire (+6,4 Mds), la sécurité intérieure et la justice (+1,3 Md) et la contribution de la France au budget européen (+2,5 Mds).

Pour pouvoir comparer notre budget au tendanciel et au projet de loi de finances (PLF, c'est-à-dire le budget proposé par le Gouvernement), nous reprenons ses hypothèses : une **inflation de 1,7%**, une **croissance de 1,0%** en 2027 et un **taux d'intérêt à 10 ans de 4,3%**.

À partir de ce tendanciel, nous proposons des mesures d'économies, de recettes et d'investissement. Certaines sont communes avec le budget du Gouvernement, d'autres sont propres à Équinoxe et rarement portées dans le débat public.

L'effet des mesures sur l'activité économique

Une économie ou une hausse d'impôt ne rapporte pas tout ce qu'elle annonce. En réduisant le revenu de ceux qu'elle touche, elle freine un peu la consommation et l'activité, donc les recettes. À l'inverse, une dépense nouvelle soutient l'activité et rapporte une partie de son coût en impôts et cotisations. Nous utilisons pour cela le **multiplicateur keynésien**. Il mesure ce qu'un euro brut d'une mesure change à la richesse produite la première année. Nous retenons des valeurs proposées par la direction générale du Trésor et l'Insee : de 1 pour des travaux publics à 0,1 ou 0,2 pour des ménages qui épargnent beaucoup.

Les montants présentés pour chaque mesure sont bruts. Pour obtenir l'effet global de notre contre-budget sur le déficit public, nous additionnons les effets de chaque mesure brute. Nous cherchons ainsi à faire porter l'effort là où il pèse le moins sur l'activité, et à dépenser là où la dépense la soutient le plus, le tout en respectant évidemment nos aspirations politiques : en finir avec la démesure.

CHIFFRES CLÉS

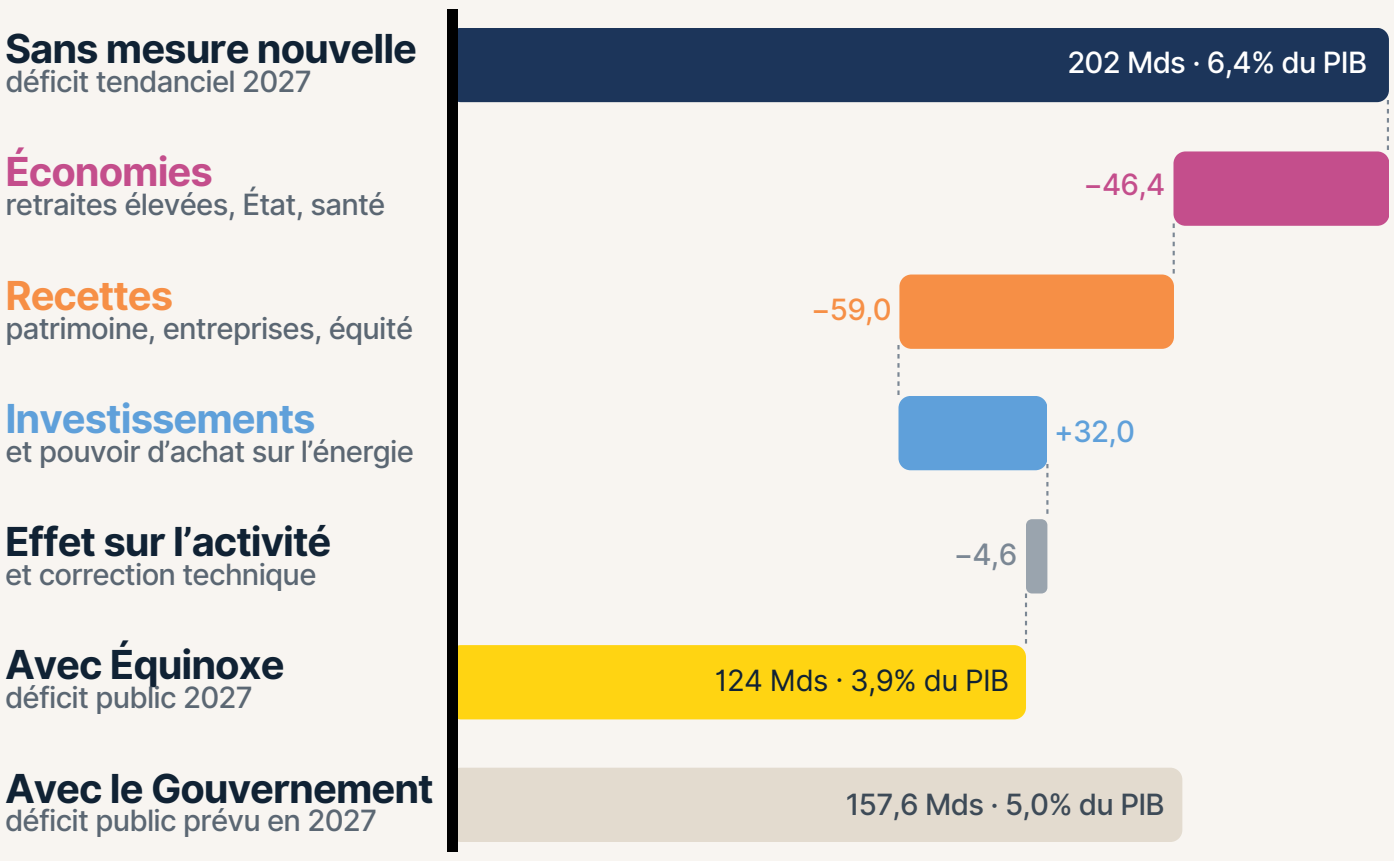
-46 Mds
d'euros de dépenses

+59 Mds
d'euros de recettes

+25 Mds
pour notre avenir

+7 Mds
pour le pouvoir d'achat

Comment nous ramenons le déficit de 6,4% à 3,9% du PIB







Chapitre 1 - L'heure de l'efficacité

LE RÉCAP'

Baisse des dépenses (Mds d'euros)	Équinoxe 2027 *(par rapport au tendanciel 2027)*
Renouer le pacte intergénérationnel	**-25** *(-5,60%)*
Rééquilibrer les hautes pensions de retraite	-25
Aligner la fiscalité des pensions sur les actifs	Voir Chapitre 2
Dépenses de l'État et des collectivités	**-14** *(-1,90%)*
Exemplarité et efficacité de l'État (mesures du PLF)	-6,9
Exemplarité et efficacité de l'État (mesures d'Équinoxe)	-1,5
Gel des dotations aux collectivités (hors social)	-5,6
Charge de la dette	**-0,8** *(-0,90%)*
Baisse du déficit et des taux d'intérêt	-0,8
Une protection sociale juste et efficace (santé)	**-6** *(-2,20%)*
Baisser le prix des soins et des médicaments	-2,4
Optimiser certaines dépenses	-2
Lutter contre la fraude, être plus efficace	-1,6
Une protection sociale juste et efficace (protection sociale)	**-0,6** *(-0,60%)*
Plafonner les grandes allocations chômage	-0,3
Lutte contre la fraude	-0,3
Bilan Baisse des dépenses	**-46,4** *(-2,60%)*

L'HEURE DE L'EFFICACITÉ



Le redressement des comptes publics exige en premier lieu une recherche d'efficacité dans les dépenses publiques. C'est une condition essentielle pour renouer notre contrat social.

Pour renouer cette confiance, Équinoxe choisit la sobriété et la priorisation stratégique des dépenses, plutôt qu'une austérité aveugle. Notre cap : éliminer les gaspillages et les rentes, pour que chaque euro dépensé serve vraiment les citoyennes et les citoyens.

Cette démarche d'efficacité ne saurait signifier un renoncement aux impératifs de solidarité à travers les services publics.

Au contraire, c'est en libérant des marges de manœuvre grâce à une gestion rigoureuse que nous pourrons réellement consolider notre modèle social, le rendre plus juste et mieux adapté aux défis de demain.

Concrètement, nous reprenons les économies du Gouvernement qui ne dégradent pas le service rendu, et nous y ajoutons des mesures ciblées : achats mutualisés, appels à des cabinets de conseil réduits de moitié, lutte renforcée contre la fraude.

En santé, les économies portent sur la pertinence des soins, les prix et les rentes, pas sur l'accès aux soins. Les prestations sociales sont revalorisées sur l'inflation, et les pensions modestes ne baissent pas.

1 Renouer le pacte intergénérationnel.

L'évolution budgétaire et démographique (vieillissement, chute de la natalité) de notre pays nous impose des choix difficiles et impopulaires. **Équinoxe aspire à prioriser l'avenir et les générations futures** : pour ce faire, un rééquilibrage de nos dépenses publiques est nécessaire. Nous devons agir dès maintenant pour éviter des crises bien plus douloureuses demain.

Aujourd'hui, les cotisations des actifs pèsent lourdement sur le salaire net : elles n'ont cessé de croître pour atteindre des niveaux records. Et pourtant, elles ne suffisent pas à payer les pensions des retraités actuels.

> **Les cotisations ne suffisent pas à payer les pensions actuelles.**

Ces derniers sont historiquement ceux qui ont bénéficié d'une conjoncture particulièrement favorable, qui sont partis en retraite le plus tôt et qui ont également le moins cotisé par rapport aux montants de leurs pensions. Ils bénéficient aujourd'hui d'un niveau de vie moyen supérieur à celui des actifs qui les financent (ainsi que celui des générations de retraités précédentes et suivantes) et leur patrimoine s'est considérablement accru au cours des dernières décennies.

Cet accroissement s'est notamment réalisé grâce à la hausse de l'immobilier et à l'épargne accumulée (60% du patrimoine financier et immobilier est désormais détenu par les plus de 60 ans - pourtant minoritaires dans la population), ce qui fait d'eux les principaux épargnants du pays : 25% de leur revenu disponible brut est en moyenne épargné.

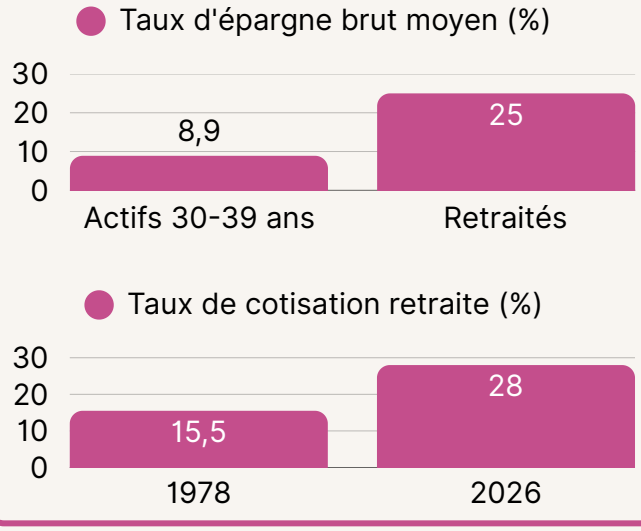
Les jeunes d'aujourd'hui ne bénéficient pas du même contexte favorable en matière d'accès au logement, de croissance économique et d'amélioration du niveau de vie par le travail, alors que les futurs retraités verront leur niveau de vie relatif baisser selon les projections du Conseil d'orientation des retraites.

Un effort exceptionnel mais juste doit donc être demandé aux retraités. Les pensions seront indexées sur l'inflation, et les petites pensions (en dessous de 1650€ net d'impôt) seront complètement préservées.

Cependant, il ne s'agit pas d'opposer les générations entre elles. Les générations de l'après-guerre ont construit la société dans laquelle nous vivons tous aujourd'hui. Le but est maintenant de la préserver, de garantir la pérennité de notre modèle social, à la fois en permettant aux jeunes générations de construire leur avenir sereinement et en faisant face au défi du vieillissement en matière de dépendance et de solitude.

Nous proposons ainsi plusieurs pistes pour réduire les transferts financiers vers les retraités, dont une partie sera réallouée à la dépendance et l'isolement (voir Chapitre 3).

Deux chiffres à garder en tête



Rééquilibrer les hautes pensions de retraite

+ 25 Mds d'euros **Équinoxe**

Cette baisse des pensions s'appliquera sur l'ensemble des retraites de base, des complémentaires et des droits dérivés dont le montant total est supérieur à 1650€ net par mois.

Cependant, avec la non-désindexation des pensions, contrairement à ce qui est proposé par le Gouvernement, **seules les retraites supérieures à 1900€ net par mois subiront réellement une baisse de leur montant**, tandis que toutes celles inférieures seront augmentées. Au total, cette mesure permet d'économiser 25 milliards d'euros.

Dans le détail, la baisse des pensions sera très progressive et continue : 0,6% pour une retraite à 2000€ net, près de 10% pour celles à 2500€ net et davantage au-delà (voir le graphique ci-dessous). Cette baisse sera très marquée à partir de 3000€ nets par mois. **Au global, 50% des retraites sont revalorisées à l'inflation**, 16% sont moins revalorisées que l'inflation et seules 34% subissent une perte nette.

Aligner la fiscalité des pensions sur les actifs

+ 5,9 Mds d'euros **Équinoxe**

En complément de la mesure précédente, nous proposons d'ajuster la fiscalité sur les pensions pour la rapprocher de celle des actifs.

Nous proposons de **supprimer l'abattement de 10% sur le revenu fiscal de référence**. Créé en 1977 pour des raisons qui n'ont rien à voir avec des frais professionnels, il bénéficie aujourd'hui en quasi-totalité à la moitié des retraités les plus aisés.

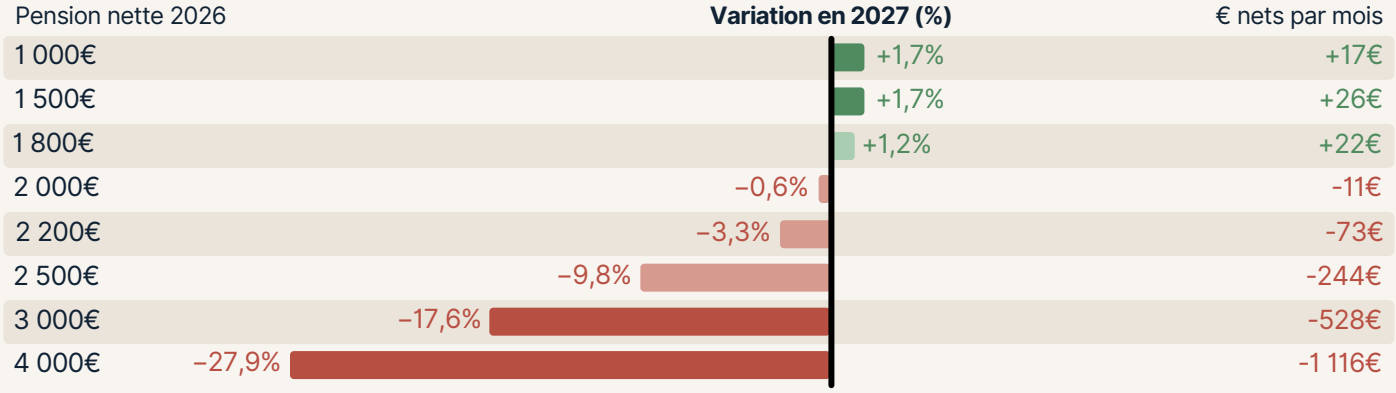
Enfin, l'alignement du taux de CSG normal (à 8,3%) sur celui des actifs permettra, au total, une augmentation des recettes d'environ 6 milliards d'euros. Les taux de CSG inférieurs restent quant à eux inchangés.

Des recettes comptées dans le Chapitre 2
Ces 5,9 milliards d'euros sont présentés ici par souci de lisibilité, mais ce sont des recettes : ils sont comptés dans le récap' du chapitre 2.

Deux retraités sur trois voient leur pension nette augmenter en 2027



- Pleine revalorisation (+1,7%) 8,9 millions de retraités jusqu'à 1 650€ nets
- Hausse sous l'inflation 2,9 millions de retraités de 1 650 à 1 900€ nets
- Baisse de moins de 10% 3,8 millions de retraités de 1 900 à 2 500€ nets
- Baisse de plus de 10% 2,1 millions de retraités au-delà de 2 500€ nets



Pension totale (droit direct et réversion), nette de CSG et d'impôt sur le revenu, revalorisation de 1,7% comprise. Vert clair : hausse inférieure à l'inflation. Au-delà de 3 000€ nets (environ 3 600€ brut), le taux marginal de baisse est de 66%.

2. Un État et des collectivités exemplaires.

En dehors des retraites, **le premier poste de baisse des dépenses concerne l'État et les collectivités**. Si de nombreux efforts ont déjà été faits en ce sens ces dix dernières années, des mesures d'économies ciblées sont possibles. Il est à noter que nombre d'entre elles ne constituent pas des baisses nettes, mais seulement une absence de revalorisation des enveloppes sur l'inflation.

Reprise des mesures du projet de loi de finances

+ 6,9 Mds d'euros ➪ PLF

Dans son projet de loi de finances pour 2027 (PLF), le Gouvernement a proposé de nombreuses mesures d'économies sur différentes missions de l'État. On retrouve parmi elles des optimisations réalisées sur France Compétences (2,5 Mds), une baisse des dépenses des opérateurs (1,3 Md) ainsi qu'une baisse d'un certain nombre d'autres missions, correspondant pour la plupart à des indexations sur l'inflation hors croissance ou à une désindexation totale. Dans les deux cas, **il n'y a pas de baisse absolue des crédits alloués**.

Les efforts possibles sur l'État et ses opérateurs étant le plus souvent techniques, nous avons repris une large partie des propositions du PLF sur cet aspect.

⚠ **Une différence majeure avec le PLF**
0,4 milliard d'euros d'économies du PLF n'ont pas été repris dans notre contre-budget : 0,2 portant sur l'écologie et 0,2 sur l'aide médicale de l'État.

Baisse de la charge de la dette

+ 0,8 Md d'euros ➪ Équinoxe

La réduction du déficit proposée par notre contre-budget permet de réduire les montants empruntés, et donc les taux d'intérêt associés, ainsi que les primes de risque demandées par les investisseurs.

Les nouvelles sources d'économies d'Équinoxe

+ 1,5 Md d'euros ➪ Équinoxe

Nous proposons des efforts supplémentaires en réduisant les dotations aux établissements privés sous contrat ne respectant pas la mixité obligatoire (0,6 Md). Nous réduisons aussi les dépenses sur les chambres de commerce (0,4 Md) et par une mutualisation concernant les opérateurs et les baisses des achats de l'État (0,5 Md).

L'exemplarité des collectivités

+ 5,6 Mds d'euros ➪ Équinoxe

Équinoxe soutient, de manière exceptionnelle, un **gel des dotations de fonctionnement**, c'est-à-dire un budget constant sans prise en compte de l'inflation. Il intervient en début de mandat municipal, moment où les nouvelles équipes fixent leurs priorités et où l'investissement local est traditionnellement plus bas. L'effort passe par la mutualisation des achats et l'optimisation des marchés publics.

Cependant, il est important de noter que certaines des dépenses complémentaires présentées dans le Chapitre 3 viennent fortement modérer ce gel, en permettant une augmentation significative des dépenses sur les champs jugés prioritaires, notamment sur l'adaptation au changement climatique, avec un plan d'investissement de près de 10 milliards d'euros.

3. Une protection sociale juste et efficace.

Notre ligne rouge : ne jamais faire payer les ménages modestes. Nous reprenons les mesures d'efficience les plus rationnelles de l'Assurance maladie et de la Cour des comptes, et **nous ciblons le gaspillage, les rentes et la fraude, jamais l'accès aux soins.** Au total, nous visons 6,6 milliards d'euros d'économies. En parallèle, les prestations sociales (famille, AAH, prime d'activité, APL, RSA, invalidité) sont revalorisées de l'inflation en 2027 et nous prévoyons **3,15 milliards d'euros d'investissements pour l'hôpital public** (hausse des salaires, réouverture de 5 000 lits, rénovations du bâti), détaillés dans le Chapitre 3.

Baisser les prix des soins et des médicaments

+ 2,4 Mds d'euros ➪ CNAM

Cette baisse recouvre plusieurs réalités. D'abord, la baisse du prix des produits de santé (1,3 milliard d'euros), obtenue par la négociation, les biosimilaires et les dispositifs médicaux. Ensuite, la fin du remboursement des médicaments à service médical rendu (SMR) faible, un taux de remboursement ramené de 30% à 15% pour les SMR modérés et la fin de la prise en charge des cures thermales (0,7 milliard). Enfin, la baisse des tarifs dans les secteurs les plus rentables : biologie, imagerie, radiothérapie (0,4 milliard).

Optimiser certaines dépenses

+ 2,0 Mds d'euros ➪ CNAM

Plusieurs dépenses peuvent être optimisées, sans dégrader la qualité des soins. D'abord, par la pertinence des prescriptions et des soins : ordonnance numérique, déprescriptions ponctuelles, référentiels de la Haute Autorité de santé (1,4 milliard d'euros).

Ensuite, par la gestion des établissements de santé : regroupement des achats hospitaliers, extension au privé non lucratif, gestion de la dette (0,6 milliard).

Lutter contre la fraude, être plus efficace

+ 1,9 Md d'euros ➪ Équinoxe

La fraude coûte plusieurs milliards d'euros par an à l'Assurance maladie. La Cour des comptes vise jusqu'à 1,5 milliard d'économies, dont 1 milliard dès 2027 : blocage des facturations irrégulières, contrôles a posteriori, recouvrement des indus.

La fraude à la branche Famille est estimée à 4,3 milliards d'euros, mais seul 0,51 milliard a été détecté en 2025, soit 12%. En portant la détection à 20%, grâce à des contrôles renforcés, au croisement des données et à un meilleur recouvrement des indus, nous récupérons 0,3 milliard d'euros supplémentaires.

S'y ajoutent 0,6 milliard de mesures d'efficacité : baisse du coût du transport sanitaire (0,3), limitation des durées de prescription et de renouvellement (0,2), effet du plan national de prévention des chutes des personnes âgées (0,1).

Plafonner les grandes allocations chômage

+ 0,3 Md d'euros ➪ Équinoxe

Nous plafonnons le salaire de référence à environ 2,5 plafonds de la Sécurité sociale : l'allocation maximale passe de 8 000€ à 5 600€ par mois.





RECETTES

Chapitre 2 - Contribuer à la hauteur de ses moyens

LE RÉCAP'

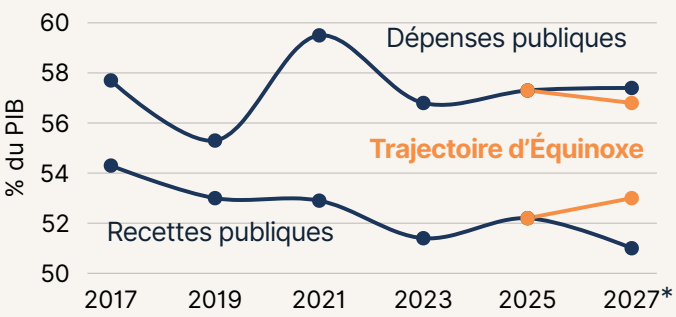
Augmentation des recettes (Mds d'euros)	Équinoxe 2027
Mettre les grandes entreprises à contribution	**+15**
Réduire les exonérations de cotisations sociales	+6,5
Lutter contre l'évasion fiscale	+2,6
Recentrer le crédit d'impôt recherche	+3
Éviter les rentes, réduire les niches	+2,9
Un effort juste, surtout pour les plus aisés	**+31,8**
Taxer les grands héritages	+9,5
Rétablir la taxe d'habitation des plus aisés	+9,3
Mettre davantage le capital à contribution	+1,8
Geler le barème de l'impôt sur le revenu	+4,0
Rétablir un impôt sur la fortune	+5
Lutter contre la fraude fiscale	+2,2
Renouer le pacte intergénérationnel (Chapitre 1)	**+5,9**
Suppression de l'abattement de 10%	+4,7
Augmentation du taux normal de CSG	+1,2
Pollueur, payeur	**+6,3**
Mettre fin à l'exception fiscale aérienne	+3
Rééquilibrer les taux de TVA réduite	+2,7
Verdir la fiscalité	+0,6
Bilan Hausse des recettes	**+59**

CONTRIBUER À SA HAUTEUR



Équinoxe souhaite faire contribuer chacune et chacun selon ses moyens, en commençant par les entreprises et ménages aisés.

Les recettes publiques ont diminué ces dernières années, passant de 54,3% du PIB en 2017 à 51% en 2027 (estimation). Nous proposons de ramener ces recettes à 53%, ce qui représente **59 milliards** de recettes supplémentaires. Malgré un taux de prélèvements obligatoires élevé si l'on se compare à nos voisins, ces nouvelles recettes sont essentielles pour redresser nos comptes.



*Évolution des dépenses et recettes publiques des 10 dernières années. *tendanciel*

Des efforts sont ainsi demandés à l'ensemble des acteurs économiques (entreprises et ménages pour les recettes), en gardant comme priorité que chacune et chacun contribue au rééquilibrage des comptes publics à la hauteur de ses moyens. Les ménages les plus modestes et les petites entreprises constituant le cœur de notre tissu économique sont ainsi largement préservés, permettant de ne pas mettre davantage en difficulté des acteurs déjà fragilisés par les hausses de prix répétées.

Nous avons été vigilants à ce que les recettes attendues suite aux augmentations d'impôts ne soient pas surestimées (plus un impôt devient lourd, plus les assujettis modifient leur comportement) et que les impacts économiques sur l'activité soient comptabilisés (voir notre annexe pour retrouver les détails chiffrés).

1. Mettre les grandes entreprises à contribution.

Nous demandons aux **acteurs économiques les plus solides de contribuer à l'effort national** : 15 milliards d'euros. Parmi eux, 8,4 reprennent des mesures du projet de loi de finances 2027 (allègements de cotisations, rentes) et 6,6 viennent d'Équinoxe, ciblés sur les grands groupes : optimisation fiscale, superprofits, crédit d'impôt recherche.

Réduire les exonérations de cotisations sociales

+ 6,5 Mds d'euros **PLF**

Les exonérations de cotisations sociales pèsent aujourd'hui environ 80 milliards d'euros. Nous en réduisons une partie, pour toutes les entreprises, de deux façons.

D'abord, l'intéressement, la participation, l'abondement et la prime de partage de la valeur sont pris en compte dans le calcul de la réduction générale (3,7 milliards d'euros). Ensuite, le gel des allègements généraux est prolongé : le Smic de référence reste celui du 1er janvier 2026 (2,8 milliards).

Lutter contre l'évasion fiscale

+ 2,6 Mds d'euros **Équinoxe**

Certaines multinationales réduisent leurs impôts en France grâce à des prix de transfert abusifs, notamment via des filiales dans des pays à fiscalité privilégiée. **Nous renforçons la documentation exigée et les contrôles ciblés** sur ces groupes.

> **Une taxe sur les marges des raffineurs en 2026.**

Recentrer le crédit d'impôt recherche

+ 3 Mds d'euros **Équinoxe**

Le crédit d'impôt recherche est parfois utilisé abusivement par les plus grands groupes. Il atteint aujourd'hui 30% jusqu'à 100 millions d'euros de dépenses par société.
Nous mettons en place un barème progressif : 30% jusqu'à deux millions d'euros de dépenses, 20% de deux à 10 millions, 5% de 10 à 100 millions, rien au-delà. Pour les petites et moyennes entreprises, en dessous de deux millions d'euros de dépenses, rien ne change.

Éviter les rentes, réduire les niches

+ 2,9 Mds d'euros **PLF, Équinoxe**

Plusieurs dispositifs complètent les mesures précédentes. Sont repris du PLF : une taxe sur les autoroutes concédées et les grands aéroports, de 4,6% à 12,2% selon la rentabilité (0,8) ; la prolongation de la contribution exceptionnelle sur les grands armateurs (0,3) ; un plafond d'exonération des indemnités de rupture ramené à environ 48 000€, contre jusqu'à 300 000€ aujourd'hui (0,8).

De notre côté, nous ajoutons : **une contribution de 25% sur la marge exceptionnelle des raffineurs** en 2026 (0,7) et la fin progressive des tarifs réduits sur le gazole non routier, hors agriculture (0,3).

2. Un effort juste, surtout pour les plus aisés.

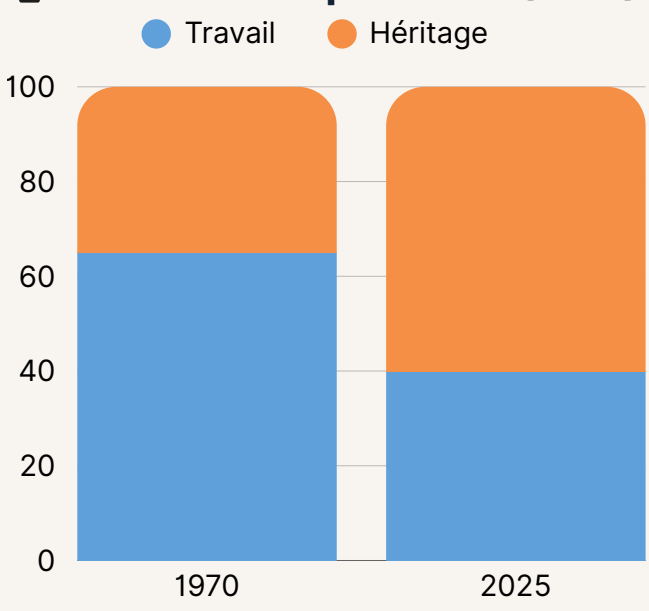
Le patrimoine des Françaises et des Français est de plus en plus concentré, tandis que la transmission des gros héritages bénéficie de nombreuses exonérations. Nous demandons 31,8 milliards d'euros d'effort aux ménages, et en particulier aux plus aisés : 9,5 sur les grands héritages, 16,1 sur le patrimoine, 4 par le gel du barème de l'impôt sur le revenu et 2,2 contre la fraude fiscale.

Taxer les grands héritages

+ 9,5 Mds d'euros **Équinoxe**

Quatre réformes concernent les transmissions les plus élevées. Le pacte Dutreil est recentré : exonération de 75% jusqu'à 2 millions d'euros transmis par bénéficiaire, 50% de 2 à 10 millions, rien au-delà (2,5). L'assurance-vie revient au barème de droit commun au-delà de 152 500€ par bénéficiaire (4,0). L'effacement des plus-values latentes à la succession prend fin (1,0), et les effets du démembrement de propriété sont réduits de moitié (2,0).

Provenance du patrimoine (en %)



Source : U2P France

Rétablir la taxe d'habitation des + aisés

+ 9,3 Mds d'euros **Équinoxe**

Supprimée en 2023 sur la résidence principale, la taxe d'habitation est rétablie uniquement pour les 20% de ménages les plus aisés.

Une mesure d'urgence

Le retour de la taxe d'habitation est une mesure d'urgence, dans l'optique d'un budget 2027 sous forte contrainte. Dans notre programme pour l'élection présidentielle, nous prévoyons une réforme plus profonde de la fiscalité locale.



Mettre davantage le capital à contribution

+ 1,8 Md d'euros **Équinoxe**

Trois mesures complètent le dispositif. La taxe sur les transactions financières passe de 0,4% à 0,5% (0,7). Pour les locations meublées non professionnelles, l'amortissement prend fin ; sur les plus-values immobilières hors résidence principale, les abattements pour durée de détention sont remplacés par une correction de l'inflation (0,7). Enfin, le prélèvement forfaitaire monte à 35% sur les dividendes exceptionnellement élevés et l'exit tax est rétablie sur les plus-values latentes (0,4).

Geler le barème de l'impôt sur le revenu

+ 4 Mds d'euros **Équinoxe**

En 2027, le barème de l'impôt sur le revenu n'est pas indexé sur l'inflation. Cette mesure met à contribution l'ensemble des ménages soumis à l'impôt sur le revenu, dans un souci d'équité de l'effort demandé.

Rétablir un impôt sur la fortune

+ 5 Mds d'euros **Équinoxe**

Nous rétablissons un ISF sur le patrimoine non professionnel, selon le barème d'avant 2018. Une contribution de 0,3% s'applique en plus au patrimoine professionnel des très grandes fortunes.

Lutter contre la fraude fiscale

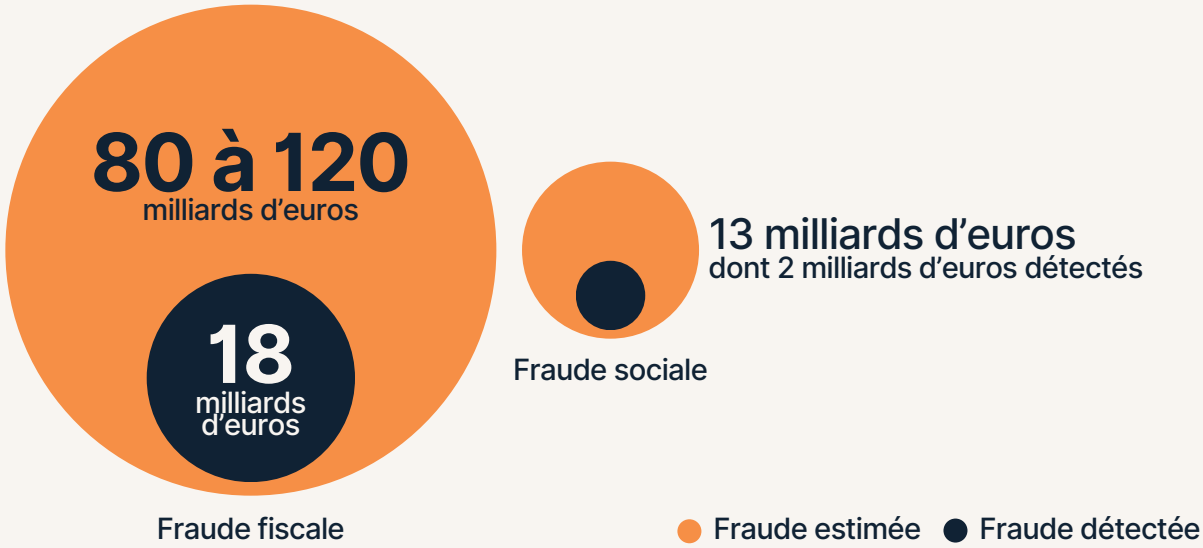
+ 2,2 Mds d'euros **PLF, CAE**

La fraude fiscale fragilise la confiance dans le pacte social. Nous recouvrons 2,2 milliards d'euros supplémentaires, en suivant une estimation plancher de la Cour des comptes. Sont visés les particuliers (impôt sur le revenu, droits de succession, taxe foncière, droits de mutation) et la TVA, au-delà de ce que prévoit déjà le PLF.

Voir *Chapitre 1 (dépenses) - Mesure n°3*
Nous prévoyons aussi de lutter contre la fraude sociale.

Les fraudes fiscale et sociale estimées en France en 2023

En France, en 2023. Sources : Haut Conseil du financement de la protection sociale et Assemblée nationale (2025), d'après Vie publique. Surfaces des cercles proportionnelles aux montants.



3. Pollueur, payeur.

Nous orientons la fiscalité **vers ce qui pollue le plus ou coûte cher à la collectivité** : 6,3 milliards d'euros, qui financent l'accélération de notre transition bas-carbone (voir Chapitre 3). La TVA n'augmente que sur quelques postes : les transports, les médicaments et le taux de 5,5% restent inchangés.

Mettre fin à l'exception fiscale aérienne

+ 3 Mds d'euros **Équinoxe**

Si le train coûte parfois plus cher que l'avion, c'est en partie à cause des bénéfices fiscaux accordés à l'aérien. **Nous appliquons le barème recommandé par la Convention citoyenne pour le climat** : une taxe sur les billets d'avion selon la classe et la distance, avec une exception pour l'outre-mer. Nous appliquerons aussi le taux normal de TVA aux billets.

> **Enfin taxer l'aérien à la hauteur de son impact carbone.**

Verdir la fiscalité

+ 0,6 Md d'euros **Équinoxe**

Le seuil du malus au poids pour l'achat d'un véhicule neuf passe de 1 500 à 1 400 kg et une **taxe de 5% est appliquée sur la publicité pour les produits les plus polluants** (voitures thermiques, aérien, énergies fossiles).

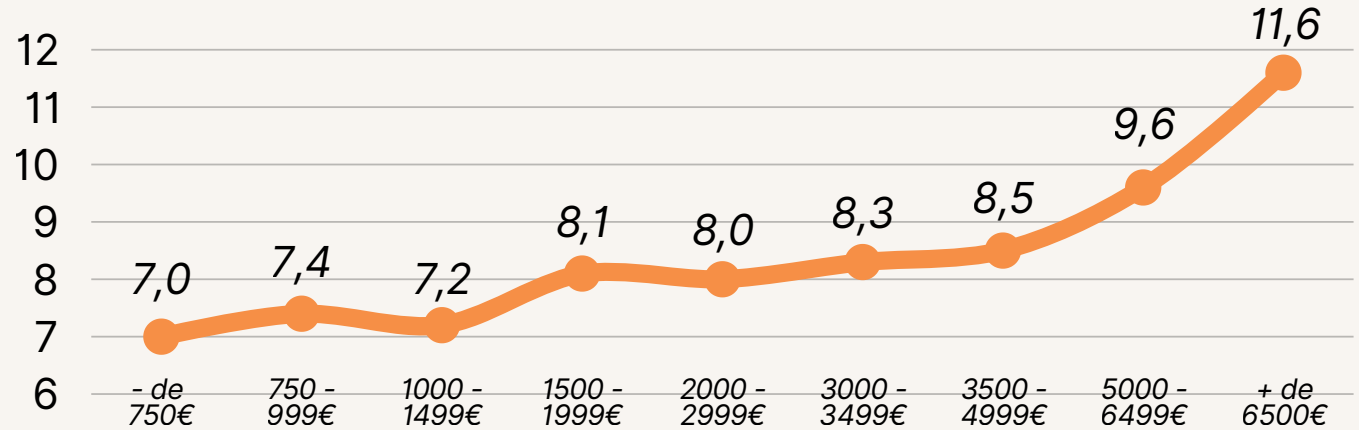
Rééquilibrer les taux de TVA réduite

+ 2,7 Mds d'euros **Équinoxe**

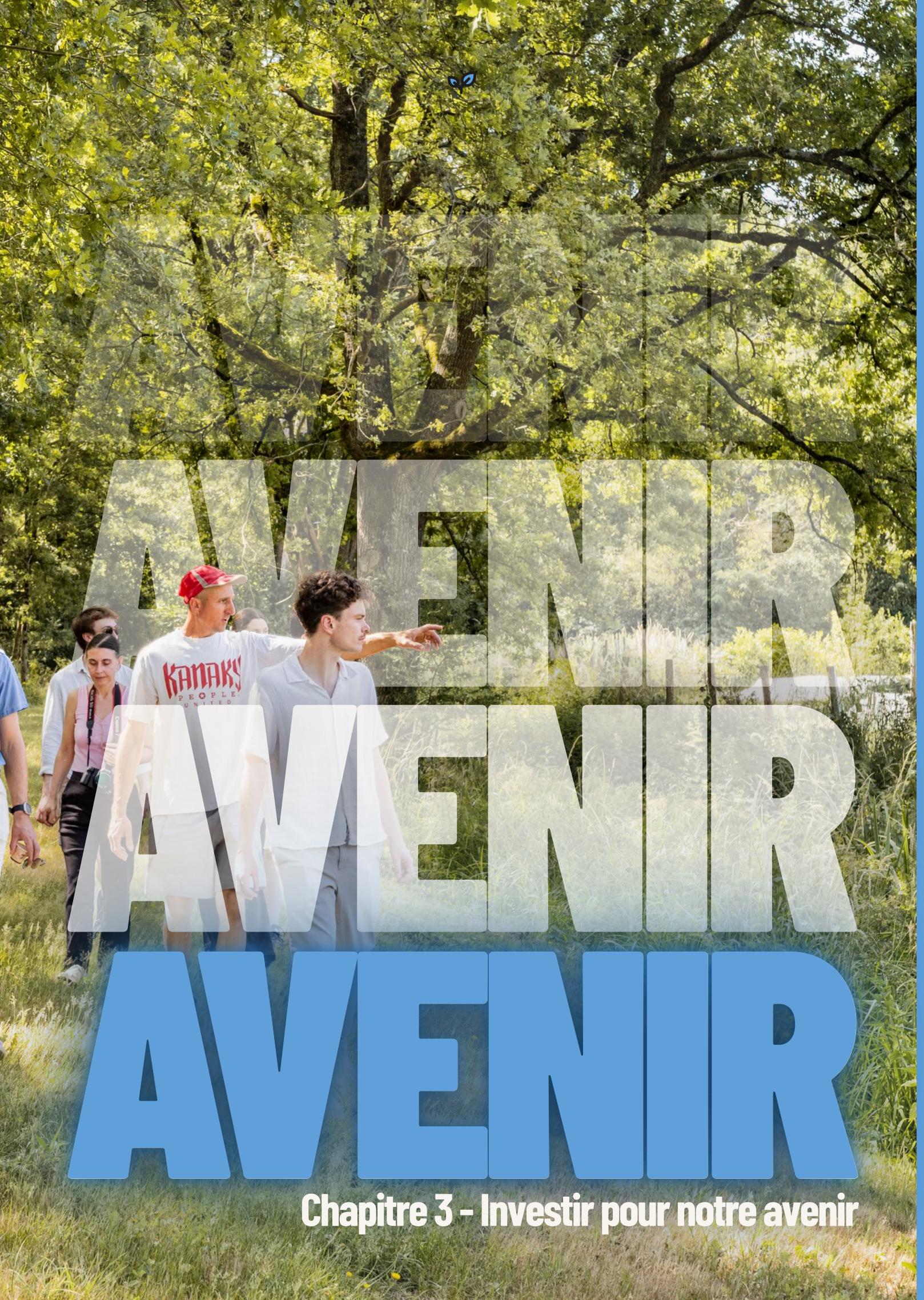
Le taux de 10% passe à 12% pour quatre secteurs : la restauration, les travaux hors rénovation énergétique, l'hôtellerie et les campings (2,2). Les transports et les médicaments restent quant à eux à 10%. Les autres taux réduits injustifiés (œuvres d'art, billetterie sportive, équitation et soins thermaux) repassent aux taux normaux de TVA (0,5).

L'empreinte carbone moyenne par revenus (en tonnes CO2e)

Attention, l'axe des ordonnées (axe vertical) commence à 6 tonnes. Chiffres de Nos Gestes Climat.







Chapitre 3 - Investir pour notre avenir

LE RÉCAP'

Hausse des investissements (Mds d'euros)	Équinoxe 2027
Mieux soigner, protéger et enseigner	**+7**
Hôpital (salaires, ouverture de lits, bâti)	+2,1
Écoles (salaires)	+1,1
Protection des plus fragiles	+3,2
Justice, sécurité et défense	+8,3 *(dont 7,7 issus du tendanciel)*
La transition écologique, maintenant	**+5,8**
Transports et logements	+2
Vivant et agriculture	+1,7
Électricité et réseau	+2,1
Grand plan d'adaptation face aux canicules	**+9,5**
Écoles et espaces publics	+3,5
Climatisation des lieux sensibles	+2
Sécurité civile et protection des plus vulnérables	+4
Réindustrialiser pour reprendre la main	**+2,7**
Industrie, numérique et IA	+1,7
Baisse de la C3S *(baisse d'impôt)*	+1
Rendre du pouvoir d'achat	**+7**
Forte baisse du prix de l'électricité *(baisse d'impôt)*	+4,6
Chèque énergie et leasing social électrique	+2,4
Bilan Hausse des investissements	**+32**

INVESTIR POUR NOTRE AVENIR



Nous investissons dès 2027 dans la transition écologique, l'adaptation au changement climatique, et notre industrie. Nous revalorisons nos services publics essentiels et protègeons les plus fragiles.

Au contraire du projet de loi de finances présenté par le Gouvernement, il nous semble essentiel d'investir dès 2027 pour préparer notre avenir.

Nous proposons ainsi d'investir près de **six milliards d'euros dans la transition écologique**, pour renforcer nos infrastructures ferroviaires, pour rénover nos bâtiments, protéger notre biodiversité et transformer notre modèle agricole.

En parallèle, nous devons accélérer notre adaptation face aux multiples crises - canicules, incendies, inondations - qui touchent notre pays plus durement chaque année. Nous défendons un **grand plan d'adaptation de près de 10 milliards d'euros**, dès 2027, pour adapter nos infrastructures publiques et renforcer nos moyens.

Nous souhaitons également **revaloriser et donner plus de moyens à nos services publics essentiels**, comme l'éducation ou la santé (7 Mds d'euros). Ces investissements permettent aussi de lutter contre les violences sexistes et sexuelles, de soutenir l'aide sociale à l'enfance et de limiter l'isolement.

Enfin, nous soutenons fortement le pouvoir d'achat des ménages par des aides ciblées et en diminuant le prix de l'électricité.

Ce contre-budget présente ainsi un total de **32 milliards d'euros injectés dans notre économie**, accompagnés de cinq milliards d'euros de prêts et des hausses déjà programmées dans le tendanciel du budget (défense 6,4 Mds d'euros ; sécurité et justice 1,3 Md d'euros).

1. Mieux soigner, protéger et enseigner.

L'hôpital, la protection des plus fragiles et l'école sont **le cœur de notre contrat social**. Nous y investissons sept milliards d'euros dès 2027, concentrés sur quatre points de rupture : le manque de lits et de soignants, la crise aiguë de l'aide sociale à l'enfance, l'attractivité du métier de professeur des écoles et les délais de la justice. Ces dépenses ont des effets rapides sur les emplois, les salaires et les services : une part importante revient en recettes dès 2027.

Redonner des moyens à l'hôpital public

+ 2,1 Mds d'euros **Équinoxe**

Nous identifions trois priorités pour l'hôpital public, aujourd'hui exsangue et à bout de souffle.

Nous revalorisons les infirmiers, infirmières, aides-soignantes et aides-soignants des établissements publics et privés non lucratifs avec une augmentation de salaire de **100€ net par mois**, soit environ +125€ brut (1,1).

Nous **rouvrons environ 5 000 lits d'hospitalisation** complète, pour stopper une baisse continue depuis une quinzaine d'années, qui pèse sur la prise en charge, notamment aux urgences (0,5).

Et enfin, **nous lançons la rénovation du bâti hospitalier** qui se dégrade d'année en année (0,5).

Voir *Chapitre 3 (investir) - Mesure n°3*
Avec nos mesures d'adaptation, présentées par la suite, l'hôpital public reçoit 3,15 milliards d'euros d'investissement au total.

Revaloriser les professeurs des écoles

+ 1,1 Md d'euros **Équinoxe**

La capacité de l'école à réduire les inégalités **se joue dans le premier degré** : dès le plus jeune âge, les résultats des élèves sont liés en partie au milieu social de leurs parents. Or, les professeurs des écoles gagnent moins que les certifiés, et leurs salaires de milieu de carrière sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE ; des postes restent non pourvus chaque année.

Nous augmentons de 200€ net par mois (environ 250€ brut) les 366 000 enseignants du premier degré, public et privé sous contrat.

> **+ 100€ net par mois pour chaque personnel soignant de l'hôpital.**

> **+ 200€ net par mois pour chaque enseignant du premier degré.**

Sauver la protection de l'enfance

+ 1 Md d'euros **Équinoxe**

Face à la hausse des situations d'enfants en danger et à un sous-financement chronique, **les départements n'ont plus les moyens d'assurer leur mission**, ce qui retarde des prises en charge parfois critiques.

Nous les soutenons immédiatement grâce à un milliard d'euros supplémentaires. Cela permet de financer de nouvelles places d'accueil (0,4), des éducateurs et des assistants familiaux (0,4) et un meilleur accompagnement des jeunes majeurs (0,2).

Mettre fin aux violences sexistes et sexuelles

+ 1 Md d'euros **Équinoxe**

Les violences sexistes et sexuelles sont **une urgence de santé publique et sociale**, trop souvent sous-estimée et sous-financée, et dont les conséquences sont dramatiques.

Nous leur consacrons un milliard d'euros supplémentaires, pour **garantir la sécurité jusque dans les foyers et protéger les enfants exposés aux violences intrafamiliales** : hébergement et logements passerelles (0,25), maillage associatif local (0,15), justice et police 100% formées et spécialisées (0,3), prévention et éducation (0,3).

Recréer du lien social

+ 1 Md d'euros **Équinoxe**

Près de 2 millions de seniors sont isolés de leur entourage et en souffrent. Nous consacrons un milliard d'euros à **restaurer le lien social** : visites à domicile, financement accru des associations (0,5), et activités et lieux de lien social accessibles, pour favoriser l'autonomie et créer du lien humain (0,5).

Accompagner l'économie sociale et associative

+ 0,2 Md d'euros **Équinoxe**

Nous finançons la **stratégie nationale de l'ESS de juillet 2026** (0,05), le développement de la vie associative, soit environ 40 000 subventions de plus aux petites associations (0,1), et l'insertion par l'activité économique, soit + 8% d'emplois aidés (0,05).

> **+1 Md pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles**

> **+1 Md pour l'aide sociale à l'enfance**



L'Aide sociale à l'enfance, gérée par les départements, traverse une crise profonde.

Faire face aux nouvelles menaces

+ 6,4 Mds d'euros **PLF**

La France a été directement désignée comme ennemie par la Russie et **nous subissons de nombreuses ingérences**, tandis que le retour de la guerre sur notre continent - avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie - bouscule notre doctrine militaire. Certains de nos alliés historiques nous tournent aujourd'hui le dos. Notre parapluie nucléaire ne suffit plus à nous protéger de toutes les menaces et nous ne sommes pas prêts à faire face à un conflit de haute intensité. **La France doit renforcer son indépendance et être prête à faire face à toutes les menaces**.

Notre contre-budget inclut donc l'augmentation des dépenses de défense prévue par la loi de programmation militaire de 6,4 milliards d'euros. Cela permet notamment d'augmenter les stocks de munitions, de continuer le développement des drones, de renforcer les effectifs, de développer de nouvelles générations de matériel...

Réduire les délais de la justice

+ 1,9 Md d'euros **Équinoxe, PLF**

Nous finançons des **magistrats et des greffiers supplémentaires pour réduire les délais de jugement**, ainsi que l'amélioration des conditions de détention (0,6). Ces efforts s'ajoutent à la hausse déjà prévue par le projet de loi de finances pour la sécurité et la justice (1,3 milliard d'euros, comptés dans le tendanciel).

> **Nous subissons de plus en plus d'ingérences étrangères sur notre sol.**



Une dizaine de bateaux de la flotte fantôme russe passent chaque jour au large de Brest.

2. La transition écologique, maintenant.

L'urgence d'agir face à la crise climatique n'est plus à démontrer. Le dérèglement s'accélère et menace tous les pans de notre société. Pour y faire face, la première solution est d'atténuer ses effets, en limitant fortement nos émissions de gaz à effet de serre. La bonne nouvelle, c'est qu'**agir pour le climat, c'est aussi agir pour notre qualité de vie** : des trains accessibles, des logements confortables, une biodiversité protégée, un modèle social soutenable, une électricité abordable.

Relancer le train et le rendre abordable

+ 1 Md d'euros **Équinoxe**

Pour relancer le transport ferroviaire en France, et surtout préparer le doublement de sa part modale dans les prochaines décennies, nous identifions trois grands chantiers.

Tout d'abord, nous souhaitons inverser la tendance actuelle de dégradation du réseau en accélérant l'effort de **régénération des lignes**, et notamment celles de desserte fine (0,4). Nous préparons aussi **la future dynamique du réseau**, que nous confirmerons dans notre programme sur cinq ans en investissant dans les nœuds ferroviaires cruciaux et les RER métropolitains (0,25) et en lançant le **projet « *Nouveau Corail* » de relance des trains d'équilibre du territoire** (0,15). Enfin, nous soutenons le fret ferroviaire, en investissant dans les installations (0,15) et en augmentant l'aide au wagon isolé (0,05).



400 millions d'euros pour la régénération des voies ferrées.

Rendre nos logements confortables

+ 1 Md d'euros (+0,3) **Équinoxe**

Nous proposons un milliard d'euros de budget pour **renforcer MaPrimeRénov'** (0,6), accélérer la rénovation du parc social (0,2) et financer les contrôles de qualité des travaux (0,2).

S'y ajoutent 300 millions d'euros de prêts pour préfinancer les restes à charge des ménages.

Voir *Chapitre 3 (investir) - Mesure n°3*
900 millions d'euros sont aussi consacrés à l'adaptation du parc HLM, dans le cadre du plan d'adaptation aux canicules.

Renouer avec le vivant

+ 1 Md d'euros **Équinoxe**

La biodiversité n'est pas un décor que l'on préserve par bonne conscience : **c'est la trame du vivant dont nous dépendons pour respirer, boire, nous nourrir, nous soigner…** Chaque espèce qui disparaît, chaque sol qui s'épuise, chaque zone humide qui s'assèche fragilise l'équilibre dont dépend notre survie.

C'est pourquoi nous investissons un milliard d'euros dans un **plan national de restauration de la nature.** Il comprend : les zones humides et cours d'eau (0,35), haies (0,15), tourbières et forêts (0,1), des moyens pour l'Office français de la biodiversité (OFB), les parcs et les aires protégées (0,25), et dans la renaturation des villes (0,15).

Accompagner la transition agricole

+ 0,7 Md d'euros **Équinoxe**

L'agriculture conventionnelle, fondée sur l'usage massif d'engrais de synthèse et de pesticides, épuise les sols, pollue l'eau, contribue au dérèglement climatique et fait s'effondrer la biodiversité dont dépendent pourtant nos récoltes. Cette situation est le fruit de politiques agricoles qui, depuis des décennies, poussent à produire toujours plus, à moindre coût et au détriment du cœur du métier : **prendre soin de la terre qui produit.** En résultent des agriculteurs et agricultrices dépendants des intrants et des cours mondiaux, qui finissent endettés et de moins en moins nombreux.

Sortir de ce modèle suppose de **transformer en profondeur les pratiques, les filières et les soutiens publics** en adoptant des mesures agroécologiques (allonger les rotations, diversifier les cultures, replanter des haies et des arbres, redonner vie aux sols…). Il faut aussi développer des filières locales qui rémunèrent justement ces pratiques et permettre à une nouvelle génération de s'installer. **Ces changements demandent du temps, de la formation et des investissements**, et font peser une prise de risque que des exploitations déjà fragilisées ne peuvent pas assumer seules.

C'est pourquoi nous investissons dans le soutien à l'**installation des jeunes** (0,15), l'accompagnement de l'**agriculture biologique** (conversion, emploi…) (0,37), le maintien conditionné de la dotation FEADER des régions (0,1), la **recherche** (PARSADA) (0,03), l'**assurance récolte** des exploitations (0,05).

Produire une électricité bas carbone

+ 2 Mds d'euros (+2,8) **Équinoxe**

Notre forte dépendance aux énergies fossiles importées ainsi que la crise climatique nous imposent d'accélérer nos efforts d'électrification. En parallèle de l'électrification des usages (pompes à chaleur, rénovations énergétiques, relance du train…), il nous faut aussi produire davantage et améliorer la résilience de notre réseau.

Nous investissons ainsi dans le **nucléaire** (0,6 milliard d'euros) : CEA (0,3), filière et fournisseurs (0,1), formation (0,1) et Autorité de sûreté (0,1).

Nous finançons aussi le **réseau électrique** (0,6) : stockage par batteries et stations de pompage (0,4), recherche et pilotage (0,2).

Enfin, nous soutenons le **solaire et l'éolien** (0,8) : panneaux sur les bâtiments publics et filière photovoltaïque (0,5), filière éolienne et raccordements (0,3).

En parallèle, nous prêtons deux milliards d'euros à EDF pour les EPR2 et apportons 0,3 milliard aux petits réacteurs modulaires et 0,5 milliard à l'éolien et au solaire.

Les prêts publics

*Notre contre-budget prévoit **cinq milliards d'euros de prêts** et d'apports de fonds propres, dont 3,8 consacrés à la transition. Ils ne constituent pas une dépense publique : seule la bonification du taux (plafonné à 2% pour l'emprunteur) est comptée en dépense. Cela représente 0,1 milliard d'euros pour l'année 2027.*



Les changements agricoles demandent du temps, de la formation et des investissements.

3. Un grand plan d'adaptation face aux canicules.

Les canicules sont désormais récurrentes et notre pays n'y est pas préparé : écoles inutilisables en fin d'année scolaire, Ehpad et services hospitaliers en surchauffe, salariés exposés, feux de forêt qui gagnent des régions jusqu'ici épargnées. Nous lançons un **plan d'adaptation de 9,5 milliards d'euros** dès 2027 : c'est le premier poste de dépenses nouvelles du contre-budget. Inspiré par les travaux menés par l'Institut Avant-garde, il cible d'abord les lieux où vivent les plus vulnérables, enfants et personnes âgées, et privilégie les solutions passives (stores, ombre, végétalisation) avant la climatisation.

Adapter les écoles et les espaces publics

+ 3,5 Mds d'euros **Équinoxe**

Nous identifions trois chantiers pour ce contre-budget, en gardant à l'esprit que le travail d'adaptation est très important et qu'une année ne suffira pas. Nous investissons ce que notre tissu économique est capable d'absorber.

Nous adaptons d'abord les **bâtiments scolaires et les mairies** (deux milliards d'euros en 2027, première tranche d'un programme de trois) : brasseurs d'air (0,75), stores et protections solaires (0,75), végétalisation des façades et toitures (0,25), fontaines à eau (0,25).

Nous **végétalisons ensuite les cours d'école** (un milliard d'euros, première tranche d'un programme de 3,4) : désimperméabilisation, arbres et ombre.

Enfin, nous installons des **ombrières** dans les espaces publics (0,29), nous étendons les horaires pour les **lieux frais**, comme les bibliothèques, piscines et musées (0,225), et nous facilitons l'accès au cinéma pendant les canicules (0,015).

Climatiser les lieux sensibles

+ 2 Mds d'euros **Équinoxe**

Si les solutions les plus sobres et résilientes doivent être privilégiées, elles ne suffisent pas toujours à garantir une température supportable dans les bâtiments publics sensibles. Pour développer la climatisation dans ces derniers, nous privilégions les **pompes à chaleur réversibles**, plus efficaces que des climatiseurs mobiles et utiles aussi en hiver.

La priorité est donnée aux lieux de vie des plus vulnérables : **Ehpad** (0,6 milliard d'euros ; cela représente 80 000 euros d'investissements pour chacun des 7 400 établissements existants), **collèges et lycées**, dans les salles les plus exposées (0,5) ainsi que les **services hospitaliers critiques** (urgences, réanimation, maternités, gériatrie (0,4)), **écoles maternelles**, salles de sieste en priorité (0,25), établissements pour personnes handicapées et résidences autonomie (0,15), crèches (0,1).

> **La climatisation lorsque les solutions passives sont insuffisantes.**

Protéger les travailleurs par forte chaleur

+ 1,2 Md d'euros **Équinoxe**

Nous aménageons les horaires et arrêtons les chantiers lors des vigilances rouges, les salariés étant indemnisés par l'activité partielle. Les parents bénéficient aussi de l'activité partielle quand l'école ferme à cause de la chaleur (et qu'elle n'a pas encore bénéficié de notre plan d'adaptation).

Renforcer notre Sécurité civile

+ 1 Md d'euros **Équinoxe**

Face à l'accélération des feux de forêt et des événements climatiques extrêmes, notre sécurité civile est en première ligne.

Nous finançons des **véhicules et des avions bombardiers d'eau** (0,4 milliard d'euros, en plus de la hausse prévue par le PLF), nous recrutons **5 000 sapeurs-pompiers professionnels** (0,2) et nous accélérons le débroussaillement et la création de pare-feux (0,4). Les 5 000 postes correspondent au besoin créé par le plafonnement à 600 heures de garde par volontaire, estimé par les inspections générales de l'administration et de la sécurité civile en 2023.

Protéger les plus vulnérables

+ 1,75 Md d'euros (+0,7) **Équinoxe**

Les personnes vulnérables ou isolées sont les premières victimes des vagues de chaleur. Nous finançons ainsi trois volets.

Pour les **personnes vulnérables** (0,9 milliard d'euros) : veille et visites auprès des personnes isolées, ouverture élargie des piscines, location de climatiseurs pour les personnes âgées isolées.

Pour les **hôpitaux** (0,65) : plan blanc climatique, avec renforts, primes, réserve sanitaire et gardes (0,45), et adaptation du bâti hors climatisation (0,2).

Pour les **logements sociaux** (0,2) : adaptation du bâti en plus des crédits déjà alloués aux rénovations (mesure n°2), volets, isolation des toitures, végétalisation. S'y ajoutent 700 millions d'euros de prêts pour adapter les logements sociaux au nouveau climat, à destination des organismes HLM.

> **Un plan blanc climatique pour l'hôpital.**



Nous augmentons les moyens de la Sécurité civile d'un milliard d'euros supplémentaires.

4 ● Réindustrialiser la France pour reprendre la main sur notre avenir.

Reprendre la main sur notre avenir, choisir ce que l'on produit ou que l'on ne produit pas, respecter les limites planétaires et les travailleurs et travailleuses : **il est nécessaire de réindustrialiser la France**. Nous y consacrons 2,7 milliards d'euros (1,7 de dépenses et 1,0 de baisse d'impôt), complétés par 1,2 milliard de prêts de Bpifrance, hors déficit. Là encore, deux outils sont combinés : le budget d'un côté, les prêts et fonds propres publics de l'autre.

Reconstruire notre base industrielle

+ 1 Md d'euros (+1,2) ⇨ Équinoxe

L'accès au foncier est l'un des principaux freins lorsqu'une entreprise souhaite s'implanter ou développer son activité.

Pour y faire face, nous finançons des **sites industriels clés en main et du foncier industriel**, en priorité sur des friches existantes (0,6), un suramortissement des investissements productifs (0,2) et la formation aux métiers industriels (0,2).

Les prêts de Bpifrance (1,2) viennent compléter cet effort pour les projets de réindustrialisation.

Alléger les impôts de production

+ 1 Md d'euros ⇨ Équinoxe

La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) est un impôt sur le chiffre d'affaires, qui **pèse sur les marges des entreprises industrielles**.

Nous passons son taux de 0,16% à 0,13% du chiffre d'affaires, l'abattement restant inchangé.

⇨ Voir *Chapitre 2 (recettes) - Mesure n°1*
Les grandes entreprises contribuent par ailleurs à hauteur de 15 milliards d'euros à l'effort budgétaire

Investir dans l'IA et le numérique

+ 0,7 Md d'euros ⇨ Équinoxe

Les secteurs de l'IA et du numérique sont essentiels à notre souveraineté : un très grand nombre de services s'appuient sur ces technologies, mais nous restons aujourd'hui fortement dépendants des outils américains.

Loin d'être des investissements dédiés à accroître les usages ou à nous rendre dépendants, ces derniers ont pour principal objectif d'**augmenter notre robustesse et la part d'outils numériques français dans notre quotidien**. Ces investissements permettront également d'améliorer le contrôle de nos données et de décarboner ce secteur.

Nous finançons ainsi des infrastructures de calcul et de données (0,25), la recherche (0,2), la cybersécurité (0,2) et le déploiement de l'IA dans les services publics (0,05).

> **Des sites industriels clés en main, en priorité sur des friches existantes.**

5. Rendre du pouvoir d'achat grâce à la transition énergétique.

Face à la crise énergétique actuelle, qui pèse lourdement sur les ménages, nous proposons de **rendre du pouvoir d'achat tout en soutenant la transition énergétique pour se libérer de nos dépendances**. Nous combinons au total trois leviers pour sept milliards d'euros : une électricité moins taxée, un chèque énergie plus large et plus élevé, et un accès élargi à une voiture électrique abordable. Ces mesures sont financées par les recettes sur le patrimoine et les hauts revenus.

Baisser l'accise sur l'électricité

+ 4,6 Mds d'euros **Équinoxe**

Grâce à nos centrales nucléaires, et dans une moindre mesure à nos barrages et énergies renouvelables, l'électricité produite en France est parmi les moins carbonées du monde. Cependant, son prix ne cesse d'augmenter, ce qui pèse lourdement sur l'ensemble des ménages.

Pour ces derniers, nous baissons l'accise de 18 euros par MWh (l'accise passe de 30,04 à 12,04€/MWh), soit environ **108€ par an pour un ménage** qui consomme 5 MWh. Pour les entreprises, elle baisse de 10€/MWh (de 25,70 à 15,70€/MWh).

> **+ 108€ par ménage.**

Élargir et revaloriser le chèque énergie

+ 1,4 Md d'euros **Équinoxe**

Nous étendons le chèque énergie à environ **sept millions de ménages**, soit 2,5 millions de plus qu'aujourd'hui. **Le chèque moyen passe de 153€ à environ 285€**.

Rendre les voitures électriques abordables

+ 1 Md d'euros **Équinoxe**

Pour permettre à tout le monde de baisser sa facture de carburant, **nous développons massivement le leasing social électrique** déjà existant, en ajoutant entre 75 000 et 120 000 voitures accessibles en location aidée, en plus des 50 000 déjà financées par les certificats d'économies d'énergie.

Nous rajoutons aussi plusieurs clauses : pour bénéficier du leasing social, **les voitures doivent être fabriquées en France** (ou dans l'UE pour les batteries) et proposées avec une **option d'achat** à la fin de la location.



Entre 75 000 et 120 000 voitures de plus en leasing social électrique.

EN RÉSUMÉ

Le contre-budget d'Équinoxe, comparé au PLF du Gouvernement

Si nos propositions vous parlent, rendez-vous sur notre site internet pour **passer à l'action**.

Chiffres en milliards d'euros	Gouvernement	Équinoxe 2027
Baisse de dépenses	**-26,3**	**-46,4**
Renouer le pacte intergénérationnel	-6,1	-25
Dépenses de l'État et des collectivités	-13,5	-14
Une protection sociale juste et efficace (santé)	-4,3	-6
Une protection sociale juste et efficace (protection sociale)	-2,3	-0,6
Charge de la dette	-	-0,8
Augmentation des recettes	**+18,1**	**+59**
Mettre les grandes entreprises à contribution	+8,9	+15
Un effort juste, surtout pour les plus aisés	+6,7	+31,8
Renouer le pacte intergénérationnel	+1,4	+5,9
Pollueur, payeur	+1,1	+6,3
Investissements	**-**	**+32,0**
Mieux soigner, protéger et enseigner	-	+7,0
La transition écologique, maintenant	-	+5,8
Grand plan d'adaptation face aux canicules	-	+9,5
Réindustrialiser pour reprendre la main	-	+2,7
Rendre du pouvoir d'achat	-	+7
Effet sur l'activité (comparé au PLF)	-	**+6,1**
Correction technique (PLF)	-1,5	-1,5
Impact total sur le déficit	**-43**	**-78**
Déficit budgétaire	**-5,0%**	**-3,9%**

ANNEXE

Fiches mesures - Détails de nos calculs

Chaque fiche précise ce que change la mesure, la façon dont elle est chiffrée, les sources et des repères chiffrés lorsque cela est utile. Le montant indiqué est le montant brut pour 2027 ; le multiplicateur et le rendement net figurent à titre de complément.

Statut du chiffrage : « Externe » quand le montant est repris d'une source publique, « Externe (ajusté) » quand il est adapté, « PLF repris » pour une mesure du Gouvernement conservée, « Calcul interne », « Estimation interne » ou « Proposition Équinoxe » sinon.

ÉCONOMIES — 46,4 Md€

Retraites — 25,0 Md€ · net 22,4

Baisse progressive des pensions les plus élevées — 25,0 Md€

La pension totale (droit direct et réversion) est revalorisée suivant l'inflation (+1,7%), puis réduite selon un barème progressif : aucune baisse jusqu'à 1 800€ brut par mois, un taux marginal qui monte régulièrement jusqu'à 3 000€, puis 66% sur chaque euro au-delà.
CHIFFRAGE · Dépenses de retraite : 422 Md€ en 2025 (COR), environ 444 Md€ en 2027 sans nouvelle mesure. Multiplicateur par tranche, de 0,8 sous 1 000€ à 0,1 au-delà de 4 500€ ; moyenne pondérée 0,20. Le PLF gèle partiellement les pensions de base au-dessus de 1 260€ (4,3 Md€) : ce gel n'est pas repris.

Calcul interne · multiplicateur 0,20 · net 22,4 Md€
Sources : COR, rapport annuel 2026 ; distribution des pensions : DREES, jaune « Pensions » 2026.

Santé — 5,0 Md€ · net 3,9

Maîtrise médicalisée : pertinence des prescriptions et des soins — 1,4 Md€

Ordonnance numérique, déprescription, référentiels de la Haute Autorité de santé, réduction des écarts de dépense atypiques entre départements.
CHIFFRAGE · Assurance maladie : 0,8 Md€ prévus en 2027 au titre de l'efficience et de la pertinence des soins. Amplification de 0,6 Md€, soit la moitié de l'enveloppe identifiée par la Cour des comptes (2,8 Md€ en année pleine).
Externe · multiplicateur 0,45 · net 1,1 Md€
Sources : Assurance maladie, Charges et produits pour 2027, tableau 60 ; Cour des comptes, L'Ondam (avril 2025), proposition 2.

Prix des produits de santé — 1,3 Md€

Baisses de prix négociées par le Comité économique des produits de santé, biosimilaires, dispositifs médicaux.
CHIFFRAGE · Montant prévu par l'Assurance maladie pour 2027 ; la Cour des comptes chiffre la mesure à 1,2 Md€ par an.

Externe · multiplicateur 0,30 · net 1,1 Md€
Sources : Assurance maladie, Charges et produits pour 2027, §5.1 ; Cour des comptes, L'Ondam (avril 2025), proposition 5.

Médicaments à faible service médical rendu et cures thermales — 0,7 Md€

Déremboursement complet des médicaments à service médical rendu faible, taux de remboursement des médicaments à service modéré ramené de 30% à 15%, fin de la prise en charge des cures thermales.
CHIFFRAGE · Service médical rendu faible : 0,21 Md€ (0,5 Md€ remboursés à 41,7%). Service modéré à 15% : 0,18 Md€. Cures thermales : 0,3 Md€ (soins, surveillance, transport et hébergement).

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,40 · net 0,6 Md€
Sources : Cour des comptes, L'Ondam (avril 2025), proposition 15 ; DREES, La complémentaire santé 2024.

Gestion des établissements de santé — 0,6 Md€

Achats hospitaliers (programme Phare), extension au privé non lucratif, gestion de la dette des établissements.
CHIFFRAGE · Phare 0,35 ; privé non lucratif 0,1 ; dette 0,1.

Externe · multiplicateur 0,60 · net 0,4 Md€
Sources : Cour des comptes, L'Ondam (avril 2025), proposition 4.

Rentes de la biologie, de l'imagerie et de la radiothérapie — 0,4 Md€

Baisses de tarifs dans les secteurs dont la rentabilité est élevée.
CHIFFRAGE · Assurance maladie : 0,3 Md€ de régulation sectorielle en 2027, transports exclus (ligne à part)
Externe (ajusté) · multiplicateur 0,30 · net 0,3 Md€
Sources : Assurance maladie, Charges et produits pour 2027, §4.4 et §5.1.

Pertinence des arrêts de travail — 0,3 Md€

Limitation des durées de prescription et de renouvellement, accompagnement des arrêts longs.
CHIFFRAGE · Montant prévu par l'Assurance maladie pour 2027 (0,25 Md€).

Externe · multiplicateur 0,60 · net 0,2 Md€
Sources : Assurance maladie, Charges et produits pour 2027, tableau 60.

Prix du transport sanitaire — 0,3 Md€

Transports prescrits par les établissements pris sur leur budget, contrôle des prescriptions atypiques, achats plus efficaces.
CHIFFRAGE · Chiffrage de la Cour des comptes.
Externe · multiplicateur 0,60 · net 0,2 Md€
Sources : Cour des comptes, L'Ondam (avril 2025), proposition 3.

Prévention des chutes des personnes âgées — 0,1 Md€

Objectif national de réduction des chutes et des décès induits, suivi par les agences régionales de santé.
CHIFFRAGE · La Cour des comptes chiffre 0,3 à 0,45 Md€ à l'horizon 2029 ; montée en charge lente, 0,1 Md€ retenu en 2027.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,60 · net 0,1 Md€
Sources : Cour des comptes, L'Ondam (avril 2025), proposition 7.

Protection sociale — 1,6 Md€ · net 1,3

Fraude à l'Assurance maladie — 1,0 Md€

Blocage des facturations irrégulières des professionnels et des établissements, contrôles a posteriori, recouvrement des indus.
CHIFFRAGE · La Cour des comptes vise 1,5 Md€ d'ici 2029, dont 1 Md€ dès 2027 ; l'Assurance maladie prévoit 0,45 Md€.

Externe · multiplicateur 0,30 · net 0,8 Md€
Sources : Cour des comptes, L'Ondam (avril 2025), proposition 1.

Fraude aux prestations des CAF — 0,3 Md€

Contrôles renforcés, croisement des données, meilleur recouvrement des indus.
CHIFFRAGE · Fraude estimée de la branche Famille : 4,3 Md€ ; fraude détectée : 0,51 Md€ en 2025, soit 12%. Détection portée à 20% : + 0,35 Md€, dont 0,3 recouvré.

Estimation interne · multiplicateur 0,60 · net 0,2 Md€
Sources : CNAF, bilan 2025 de la lutte contre la fraude ; HCFiPS.

Plafond des plus hautes allocations chômage — 0,3 Md€

Salaire de référence plafonné à environ 2,5 plafonds de la Sécurité sociale : allocation maximale ramenée à 5 600€ par mois.
CHIFFRAGE · Ordre de grandeur : 0,1 à 0,2 Md€ avec un plafond à 3 PASS, 0,3 à 0,5 Md€ à 2 PASS.

Estimation interne · multiplicateur 0,30 · net 0,3 Md€
Sources : Estimation interne, à caler sur la répartition des allocataires publiée par l'Unédic.

État et opérateurs — 8,4 Md€ · net 6,2

Travail et emploi (PLF) — 2,5 Md€

France compétences sans subvention d'équilibre de l'État, fin des nouveaux pactes régionaux d'investissement dans les compétences, 400 postes de moins à France Travail.
CHIFFRAGE · Crédits 20,5 → 18,6 Md€ (−2,0 en valeur), soit −2,5 par rapport au tendanciel.

PLF repris · multiplicateur 0,40 · net 2,0 Md€
Sources : PLF 2027, dossier de presse, fiche Travail-emploi ; HCFP, avis sur le PLF 2027, §88.

Taxes affectées aux opérateurs (PLF) — 1,3 Md€

Plafonds abaissés de 22,5 à 21,9 Md€, dont France compétences −0,75.
CHIFFRAGE · −0,6 en valeur et −0,65 de gel par rapport au tendanciel.

PLF repris · multiplicateur 0,60 · net 0,9 Md€
Sources : PLF 2027, état des taxes affectées.

Enseignement scolaire (PLF) — 0,8 Md€

Crédits indexés sur l'inflation (64,4 → 65,5 Md€), sans baisse en euros. Le PLF garde les deux tiers des postes libérés par la baisse démographique.
CHIFFRAGE · Écart au tendanciel, qui suppose +1,2% en volume.

PLF repris · multiplicateur 0,65 · net 0,5 Md€
Sources : PLF 2027, dossier de presse, fiche Enseignement scolaire.

Autres missions (PLF) — 0,6 Md€

Solde net de 15 missions.
CHIFFRAGE · Baisses : agriculture −0,30, culture −0,20, économie −0,20, anciens combattants −0,15, finances publiques −0,14, services du Premier ministre −0,13. Hausses : administration territoriale +0,38 (élection présidentielle), outre-mer +0,20.

PLF repris · multiplicateur 0,50 · net 0,5 Md€
Sources : PLF 2027, crédits par mission.

Enseignement privé sous contrat — 0,6 Md€

Financement public réduit d'un tiers pour la moitié des établissements la moins mixte socialement, à la rentrée 2027.
CHIFFRAGE · Baisse de la part publique de 75% à 50% : 3,5 Md€ en année pleine. Mesure retenue : 3,5 × ½ × 4/12 ≈ 0,6 Md€ en 2027, 1,75 Md€ en année pleine.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,65 · net 0,4 Md€
Sources : Cour des comptes, L'enseignement privé sous contrat (2023) ; CAE, Focus n° 147 ; Assemblée nationale, rapport n° 2423 (2024).

France 2030 : lissage de trésorerie (PLF) — 0,5 Md€

Enveloppe de 54 Md€ inchangée ; versements 2027 aux opérateurs ajustés à leur trésorerie (4,2 Md€ fin 2025).
CHIFFRAGE · Crédits de paiement 4,4 → 4,0 Md€.

PLF repris · multiplicateur 0,50 · net 0,4 Md€
Sources : PLF 2027, fiche Investir pour la France de 2030.

Aide publique au développement (PLF) — 0,5 Md€

Crédits de 3,6 à 3,2 Md€.

PLF repris · multiplicateur 0,10 · net 0,5 Md€
Sources : PLF 2027.

Recherche et enseignement supérieur (PLF) — 0,4 Md€

Crédits indexés sur l'inflation (31,3 → 31,8 Md€).

PLF repris · multiplicateur 0,70 · net 0,3 Md€
Sources : PLF 2027.

Taxes affectées aux chambres de commerce — 0,4 Md€

Plafond des taxes additionnelles à la CFE et à la CVAE abaissé.
CHIFFRAGE · Taxes affectées à CCI France en 2027 : 382 M€.

Externe · multiplicateur 0,60 · net 0,3 Md€
Sources : PLF 2027, état des taxes affectées ; IGF, revue de dépenses sur les aides aux entreprises (2024).

Budgets annexes et comptes spéciaux (PLF) — 0,3 Md€

Quasi-gel en valeur (7,9 → 7,8 Md€ hors pensions).

PLF repris · multiplicateur 0,50 · net 0,2 Md€
Sources : PLF 2027.

Mutualisation des fonctions support des opérateurs — 0,3 Md€

Achats, informatique, immobilier et paie mutualisés ; fusions au cas par cas.
CHIFFRAGE · Le Sénat chiffre le gain maximal à 540 M€ en 2 à 3 ans ; 0,3 Md€ retenu en 2027.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,60 · net 0,2 Md€
Sources : Sénat, commission d'enquête sur les agences et opérateurs de l'État (juillet 2025).

Achats de l'État — 0,1 Md€

Objectif de gains achats porté d'environ 360 à 460 M€.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,50 · net 0,1 Md€
Sources : Direction des achats de l'État, rapport d'activité 2024.

Cabinets de conseil — 0,1 Md€

Recours réduit de moitié, réinternalisation des compétences, ministères et opérateurs.
CHIFFRAGE · Dépenses de conseil des ministères : 96 M€ en 2024, hors opérateurs.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,60 · net 0,1 Md€
Sources : Jaune budgétaire du PLF 2026.

Collectivités — 5,6 Md€ · net 3,6

Dépenses des collectivités stabilisées en euros — 5,6 Md€

Dépense primaire 2027 égale à celle de 2026 (329,9 Md€), hors investissements nouveaux financés par le contre-budget.
CHIFFRAGE · 329,9 Md€ × 1,7% d'inflation = 5,6 Md€ par rapport au tendanciel (335,5).
REPÈRES · Levier principal : mutualisation des achats, environ 1 Md€. Le CAE chiffre un gel en valeur hors dette à 8 Md€.

Calcul interne · multiplicateur 0,69 · net 3,6 Md€
Sources : HCFP, avis sur le PLF 2027, §90 ; CAE ; Cour des comptes.

Charge d'intérêts — 0,8 Md€ · net 0,8

Moindre charge d'intérêts — 0,8 Md€

Moins d'emprunts et une prime de risque plus faible sur la dette française.
CHIFFRAGE · Effet volume : 32 Md€ d'emprunts en moins × 3,6% de coût marginal = 0,6 Md€. Effet taux : prime de risque réduite de 15 points sur 300 Md€ d'émissions, sur une demi-année = 0,2 Md€.

Calcul interne · multiplicateur 0,10 · net 0,8 Md€
Sources : RESF PLF 2027 (OAT 10 ans 4,3%, taux apparent 2,5%).

RECETTES 59,0 Md€

Patrimoine et ménages aisés 25,6 Md€ · net 23,3

Taxe d'habitation des 20% les plus aisés 9,3 Md€

Taxe d'habitation sur la résidence principale rétablie pour les deux derniers déciles. Les collectivités la perçoivent ; la fraction de TVA qui la compensait depuis 2021 est réduite d'autant et revient à l'État.
REPÈRES · Rétablissement pour tous les ménages : 21,8 Md€.

Externe · multiplicateur 0,20 · net 8,3 Md€
Sources : CAE, Focus n° 147 ; Cour des comptes (2021, 2023, 2025).

Héritage 9,5 Md€

Assurance-vie réintégrée dans la succession, démembrement de propriété réformé, pacte Dutreil recentré, fin de l'effacement des plus-values latentes au décès et à la donation.
CHIFFRAGE · Assurance-vie : 4,0 Md€. Les capitaux transmis suivent le barème de droit commun, sans l'abattement spécifique de 152 500€ par bénéficiaire. Démembrement (donations en nue-propriété) : 2,0 Md€. Pacte Dutreil : 2,5 Md€. Exonération de 75% jusqu'à 2 M€ transmis par bénéficiaire (PME familiales inchangées), 50% de 2 à 10 M€, 0 au-delà. Plus-values latentes : 1,0 Md€. Aujourd'hui effacées à la transmission, elles sont imposées au taux des plus-values, droits de succession sur cette fraction imputés ; report jusqu'à la revente pour les titres sous pacte Dutreil, paiement étalé sur 5 ans pour les actifs non cotés. Base ≈ 15 Md€ par an, dont 40% reportés : 9 Md€ × 20% × (1 – 30%) ≈ 1,3 Md€ ; 1,0 retenu en 2027, 2 à 4 Md€ en régime de croisière.
REPÈRES · Le pacte Dutreil a coûté 5,5 Md€ en 2024 ; 1% des bénéficiaires captent 65% de l'avantage. L'effacement des plus-values au décès n'a jamais été chiffré par l'administration.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,15 · net 8,8 Md€
Sources : CAE, Focus n° 147 et Repenser l'héritage (2021) ; Cour des comptes et IPP (novembre 2025) ; Oxfam (2026) ; Terra Nova, « Mettons fin à l'effacement des plus-values au moment de la transmission » (2022) ; Fondation Jean-Jaurès (2024).

Impôt sur la fortune 5,0 Md€

ISF rétabli sur le patrimoine non professionnel (barème d'avant 2018), net de l'IFI ; contribution de 0,3% sur le patrimoine professionnel des très grandes fortunes.
CHIFFRAGE · Contribution sur les 500 premières fortunes (≈ 1 000 Md€) : 3 Md€ statique, 1,5 à 2 Md€ après comportements.
REPÈRES · Montage repris de Terra Nova ; le CAE a montré que l'ISF avait provoqué très peu d'expatriations.

Estimation interne · multiplicateur 0,15 · net 4,6 Md€
Sources : Terra Nova ; CAE ; PLF 2027, Voies et moyens (IFI 3,1 Md€).

Immobilier locatif 0,7 Md€

Fin de l'amortissement en location meublée non professionnelle (0,65 Md€). Plus-values immobilières : abattements pour durée de détention remplacés par une correction de l'inflation, à rendement neutre ; résidence principale toujours exonérée.

Externe · multiplicateur 0,20 · net 0,6 Md€
Sources : Conseil des prélèvements obligatoires (2024, 2025) ; CAE, Focus n° 147.

Taxe sur les transactions financières 0,7 Md€

Taux porté de 0,4% à 0,5%.
CHIFFRAGE · 3,0 Md€ attendus en 2027 × (0,5/0,4 – 1) ≈ 0,7 Md€.

Calcul interne · multiplicateur 0,10 · net 0,7 Md€
Sources : PLF 2027, Voies et moyens.

Revenus du capital 0,4 Md€

Prélèvement forfaitaire porté à 35% sur les dividendes supérieurs de 20% à la moyenne 2017-2021 (0,35) ; exit tax rétablie sur les plus-values latentes (0,07).

Externe · multiplicateur 0,10 · net 0,4 Md€
Sources : CAE, Focus n° 147 ; Institut Montaigne.

Entreprises 15,0 Md€ · net 13,4

Compléments de salaire dans le calcul des allègements (PLF) 3,7 Md€

Intéressement, participation, abondement et primes de partage de la valeur pris en compte pour calculer la réduction des cotisations.

PLF repris · multiplicateur 0,25 · net 3,2 Md€
Sources : PLFSS 2027 ; RESF PLF 2027, tableau 11.

Crédit d'impôt recherche 3,0 Md€

Barème progressif selon les dépenses de R&D du groupe : 30% jusqu'à 2 M€, 20% de 2 à 10 M€, 5% de 10 à 100 M€, 0 au-delà.
CHIFFRAGE · 33 grands groupes : créance plafonnée à 6,7 M€ contre ≈ 55 M€ → 1,6 Md€. Autres grandes entreprises 0,7 ; ETI 0,5 ; PME 0,15.

Estimation interne · multiplicateur 0,25 · net 2,6 Md€
Sources : MESR, Le CIR en 2023 ; Voies et moyens 2026 ; Sénat (2022).

Prix de transfert 2,6 Md€

Documentation renforcée et contrôles ciblés sur les multinationales ayant des filiales dans des pays à fiscalité faible.
CHIFFRAGE · CAE : 4,6 Md€ en année pleine ; environ 57% retenus du fait de l'impôt minimum mondial et de la montée en charge.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,10 · net 2,5 Md€
Sources : CAE, Focus n° 147 et note de 2019 sur la fiscalité internationale.

Gel des allègements généraux (PLF) 2,8 Md€

SMIC de référence de la réduction générale non revalorisé.

PLF repris · multiplicateur 0,25 · net 2,4 Md€
Sources : RESF PLF 2027, tableau 11.

Infrastructures de transport (PLF) 0,8 Md€

Taxe sur les autoroutes concédées et les grands aéroports : taux modulé selon la rentabilité, de 4,6% à 12,2%.

PLF repris · multiplicateur 0,20 · net 0,7 Md€
Sources : PLF 2027, article 22.

Superprofits du raffinage 0,7 Md€

Contribution de 25% sur la marge exceptionnelle de raffinage.
CHIFFRAGE · Marge référence × volumes raffinés France × 25%.

Calcul interne · multiplicateur 0,10 · net 0,7 Md€

Indemnités de rupture (PLF) 0,8 Md€

Plafond unique d'exonération de cotisations et d'impôt sur le revenu à environ 48 000€, contre jusqu'à 300 000€ ; 95% des salariés restent entièrement exonérés.
CHIFFRAGE · RESF : 0,4 Md€ de cotisations et 0,4 Md€ d'impôt.

PLF repris · multiplicateur 0,25 · net 0,7 Md€
Sources : PLF 2027, article 2 ; RESF PLF 2027, tableau 18.

Fret maritime (PLF) 0,3 Md€

Contribution exceptionnelle sur les grands armateurs prolongée en 2027 et affectée au financement des infrastructures de transport.

PLF repris · multiplicateur 0,20 · net 0,3 Md€
Sources : RESF PLF 2027, tableau 11.

Gazole non routier et poids lourds 0,3 Md€

Fin progressive des tarifs réduits d'accise pour le BTP, l'industrie et le transport de marchandises ; gazole agricole non concerné.
CHIFFRAGE · Trajectoire de l'IGF : 0,17 Md€ par an (non routier) et 0,16 Md€ (poids lourds).

Externe · multiplicateur 0,30 · net 0,3 Md€
Sources : IGF (mai 2023) ; CAE, Focus n° 147.

Retraités 5,9 Md€ · net 5,0

Suppression de l'abattement de 10% sur les pensions 4,7 Md€

Les pensions sont imposées comme les salaires ; seuls les retraités imposables sont concernés. Remplace le plafonnement à 3 000€ prévu par le PLF.
CHIFFRAGE · Coût de l'abattement en 2026 : 4,7 Md€ pour 15,1 millions de ménages.

Externe · multiplicateur 0,30 · net 4,0 Md€
Sources : Voies et moyens 2026, tome II ; CAE, Focus n° 147.

CSG des pensions — 1,2 Md€

Taux normal aligné sur celui des actifs (8,3% → 9,2%) ; taux médian (6,6%), taux réduit et exonération inchangés.
CHIFFRAGE · Assiette ≈ 160 Md€ en 2027 × 0,9 point ≈ 1,4 Md€, moins 0,2 d'interaction avec la baisse des hautes pensions.
Estimation interne · multiplicateur 0,30 · net 1,0 Md€
Sources : Conseil des prélèvements obligatoires (2024) ; CAE ; IPP.

Consommation et écologie — 6,3 Md€ · net 5,3

Billets d'avion — 3,0 Md€

Barème de la Convention citoyenne pour le climat (selon classe et distance, exception outre-mer), taux normal de TVA sur les billets.
CHIFFRAGE · Barème 5: Md€, moins 0,9 déjà dans le tendanciel (hausse de 2025) ; TVA : 0,3 Md€.
Externe (ajusté) · multiplicateur 0,25 · net 2,6 Md€
Sources : CAE, Focus n° 147 ; Réseau Action Climat (2024).

TVA à 12% sur quatre postes — 2,2 Md€

Restauration, travaux hors rénovation énergétique, hôtellerie et campings ; transports, médicaments et taux de 5,5% inchangés.
CHIFFRAGE · Coût des taux à 10% sur ces postes : 10,8 Md€ pour 10 points ; 2 points = 2,2 Md€.
Externe · multiplicateur 0,35 · net 1,8 Md€
Sources : Voies et moyens, tome II ; Trésor-Éco n° 371.

Taxes écologiques — 0,6 Md€

Seuil du malus au poids abaissé de 1,5 à 1,4 T (0,4), taxe de 5% sur la publicité (voitures thermiques, aérien et énergies fossiles) (0,2).
Externe (ajusté) · multiplicateur 0,30 · net 0,5 Md€
Sources : CAE, Focus n° 147 ; amendement I-2333 au PLF 2025.

Taux réduits de TVA injustifiés — 0,5 Md€

Œuvres d'art, billetterie sportive, équitation et soins thermaux passent au taux normal.
CHIFFRAGE · 258 M€ pour la part État, soit ≈ 0,5 Md€ toutes administrations
Calcul interne · multiplicateur 0,30 · net 0,4 Md€
Sources : Voies et moyens 2026, tome II.

Impôt sur le revenu et fraude — 6,2 Md€ · net 5,3

Barème de l'impôt sur le revenu non indexé — 4,0 Md€

Barème 2027 maintenu au niveau de 2026.
CHIFFRAGE · Selon le Gouvernement, l'indexation de 2,1% évite une hausse de près de 4 Md€.
Externe · multiplicateur 0,35 · net 3,3 Md€
Sources : PLF 2027, article 2 ; CAE (1,9 Md€ par point).

Fraude fiscale — 2,2 Md€

Particuliers (impôt sur le revenu, successions, taxe foncière, droits de mutation) et TVA, au-delà du 1,0 Md€ déjà prévu par le PLF.
CHIFFRAGE · CAE : 3,3 Md€ ; retenu avec estimation basse.
Externe (ajusté) · multiplicateur 0,20 · net 2,0 Md€
Sources : CAE, Focus n° 147 ; Cour des comptes (2023) ; DGFiP (2024).

INVESTISSEMENTS ET POUVOIR D'ACHAT — 32,0 Md€

Soigner, protéger, enseigner — 7,0 Md€ · net 4,0

Salaires des infirmiers et aides-soignants — 1,1 Md€

+ 100€ net par mois (≈ + 125€ brut) dans les établissements publics et privés non lucratifs.
CHIFFRAGE · 521 000 postes (301 000 infirmiers, 220 000 aides-soignants) × 125€ × 12 × 1,45 de charges ≈ 1,1 Md€.
Estimation interne · multiplicateur 0,55 · net 0,8 Md€
Sources : DREES, Les établissements de santé, édition 2026.

Professeurs des écoles — 1,1 Md€

+ 200€ net par mois (≈ + 250€ brut) pour les enseignants du premier degré, public et privé sous contrat.
CHIFFRAGE · 366 060 enseignants × 250€ × 12 ≈ 1,1 Md€ ; les cotisations employeur sont des flux internes aux administrations.
REPÈRES · Dépense par élève du primaire inférieure de 13% à la moyenne de l'OCDE ; salaire inférieur de 26% à celui des autres diplômés du supérieur.
Calcul interne · multiplicateur 0,55 · net 0,8 Md€
Sources : DEPP, RERS 2026 et Panorama des personnels 2025-2026 ; OCDE.

Lits et bâti hospitalier — 1,0 Md€

Réouverture d'environ 5 000 lits d'hospitalisation complète et travaux rapides sur le bâti (mises aux normes, toitures, services vétustes).
CHIFFRAGE · Lits : 100 000€ par lit et par an, surtout du personnel soignant → 0,5 Md€. Bâti hors adaptation au climat : 0,5 Md€.
REPÈRES · 367 100 lits d'hospitalisation complète fin 2024, dont 2 300 fermés dans l'année ; la plupart faute de soignants.
Estimation interne · multiplicateur 1,0 · net 0,5 Md€
Sources : DREES, Les établissements de santé, édition 2026.

Aide sociale à l'enfance — 1,0 Md€

+ 8,5% des 11,7 Md€ dépensés par les départements.
CHIFFRAGE · Places d'accueil : 0,4 Md€ ≈ 9 400 places à 42 400€ par an. Éducateurs et assistants familiaux : 0,4 Md€ ≈ 8 000 postes. Jeunes majeurs (accompagnement jusqu'à 21 ans) : 0,2 Md€ ≈ 4 700 jeunes de plus.
REPÈRES · 392 600 jeunes suivis fin 2024, dont 224 700 accueillis hors du domicile
Proposition Équinoxe · multiplicateur 1,0 · net 0,5 Md€
Sources : DREES, L'aide sociale à l'enfance, édition 2026 ; commission d'enquête de l'Assemblée nationale (avril 2025).

Violences sexistes et sexuelles — 1,0 Md€

Hébergement, associations, enquêteurs et magistrats spécialisés, prévention.
CHIFFRAGE · Hébergement : 0,25 Md€ ≈ 14 400 places, plus du double des 11 000 places dédiées. Associations : 0,15 Md€ ≈ 37 500 accompagnements. Justice et police : 0,3 Md€ ≈ 3 500 enquêteurs et 600 magistrats. Prévention : 0,3 Md€.
REPÈRES · Budget de l'État contre ces violences : 184 M€ en 2023 ; besoin estimé à 2,6 à 5,4 Md€ par an.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 1,0 · net 0,5 Md€
Sources : Fondation des femmes (2023, 2024, 2025).

Isolement des seniors — 1,0 Md€

Visites régulières à domicile et activités de lien social.
CHIFFRAGE · Visites : 0,5 Md€ ≈ 390 000 personnes visitées une heure par semaine. Activités (communes, CCAS, associations) : 0,5 Md€ ≈ 250€ par an pour 2 millions de personnes isolées.
REPÈRES · 750 000 personnes de 60 ans et plus en « mort sociale » en 2025, contre 350 000 en 2017.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 1,0 · net 0,5 Md€
Sources : Petits Frères des Pauvres, baromètre 2025.

Économie sociale et solidaire, vie associative — 0,2 Md€

Économie sociale et solidaire +0,05 (stratégie nationale de juillet 2026) ; Fonds pour le développement de la vie associative +0,1 (≈ 40 000 subventions de plus aux petites associations) ; insertion par l'activité économique +0,05 (+ 4% de postes aidés).
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,9 · net 0,1 Md€
Sources : PLF 2027, fiches missions Économie, Sport-jeunesse-vie associative, Travail-emploi.

Justice — 0,6 Md€

Moyens supplémentaires, en plus de la hausse prévue par le PLF : recrutements de magistrats et de greffiers pour réduire les délais de jugement, amélioration des conditions de détention.
CHIFFRAGE · Montant posé : + 0,6 Md€ sur la mission Justice (11,0 → 11,6 Md€).
REPÈRES · Le PLF porte déjà les crédits de la Justice de 10,54 à 10,96 Md€ (+ 0,4 Md€), avec 1 301 emplois de plus, dont 287 magistrats, 334 greffiers et 580 agents pénitentiaires ;
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,73 · net 0,4 Md€
Sources : Dossier de presse du PLF 2027, fiche mission Justice.

Transition écologique — 5,8 Md€ · net 3,4

Rail — 1,0 Md€

Arrêter la dégradation du réseau, préparer une nouvelle dynamique, relancer le fret.
CHIFFRAGE · Réseau : 0,4 Md€ (modernisation 0,32 ; lignes de desserte fine menacées, avec les régions 0,08). Dynamique : 0,4 Md€ (nœuds ferroviaires et RER métropolitains 0,25 ; « Nouveau Corail », production de trains en série 0,15). Fret : 0,2 Md€ (installations dédiées 0,15 ; wagon isolé 0,05).
Proposition Équinoxe · multiplicateur 1,0 · net 0,5 Md€

Rénovation des bâtiments — 1,0 Md€

MaPrimeRénov' 0,6 (rénovations globales des ménages modestes, confort d'été), parc social 0,2, contrôles et opérateurs agréés 0,2.
CHIFFRAGE · Les 0,6 annulent la baisse de 0,2 Md€ de l'Anah prévue par le PLF et ajoutent 0,4.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 1,0 · net 0,5 Md€
Sources : PLF 2027.

Biodiversité — 1,0 Md€

Plan national de restauration de la nature 0,6 ; OFB, parcs et aires 0,25 ; fonds vert biodiversité et renaturation des villes 0,15.
CHIFFRAGE · Restauration : zones humides et cours d'eau 0,35, haies 0,15, tourbières et forêts 0,1. Fonds vert : retour au niveau de 2024 (biodiversité 101 M€, renaturation 142 M€).
REPÈRES · Le projet de plan national chiffre le besoin à 4,6-5,2 Md€ par an, dont 3,1 financés : il manque 1,5 à 2,1 Md€.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,80 · net 0,6 Md€
Sources : Projet de plan national de restauration (octobre 2026) ; IGF-IGEDD (2022) ; Sénat (2026).

Agriculture — 0,7 Md€

Installation des jeunes, agriculture biologique, accompagnement à la transition, maintien des crédits européens des régions, alternatives aux pesticides, assurance récolte des exploitations.
CHIFFRAGE · Installation : 0,15 Md€, de 5 000 à 9 000 installations aidées par an, bonus bio et petites exploitations. Bio : 0,27 Md€ (crédit d'impôt porté à 6 000€, conversion et maintien, 10 000 emplois aidés). Accompagnement technique : 0,1 ; dotation FEADER : 0,1 ; PARSADA : 0,03 ; assurance récolte : 0,05.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,50 · net 0,5 Md€
Sources : FNAB ; PLF 2027, article 77.

Nucléaire, part budgétaire — 0,6 Md€

CEA (petits réacteurs modulaires, 4e génération) 0,3 ; R&D de la filière 0,1 ; formation 0,1 ; Autorité de sûreté 0,1.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,80 · net 0,4 Md€

Réseau électrique : stockage et pilotage — 0,6 Md€

Stockage (batteries, stations de pompage) 0,4 ; recherche et pilotage du réseau 0,2.
CHIFFRAGE · La modernisation du réseau est financée par RTE et Enedis via le tarif d'acheminement : pas de dépense budgétaire.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 1,0 · net 0,3 Md€

Solaire — 0,5 Md€

Toitures et ombrières des bâtiments publics 0,4 (≈ 400 MWc) ; communautés énergétiques et agrivoltaïsme 0,1.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,50 · net 0,4 Md€

Éolien — 0,3 Md€

Complément de rémunération de nouveaux parcs 0,25 ; moyens d'instruction des services de l'État 0,05.
CHIFFRAGE · Avec le prix garanti, l'investissement est privé : l'État ne paie que l'écart au prix de marché.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,50 · net 0,2 Md€

Coût des prêts publics — 0,1 Md€

Bonification du taux d'intérêt, plafonné à 2% pour l'emprunteur.
CHIFFRAGE · 5,0 Md€ prêtés × (3,6% de coût de financement – 2%) ≈ 0,08 Md€ par an ; 0,1 retenu.
Calcul interne · multiplicateur 0,30 · net 0,1 Md€
Sources : RESF PLF 2027.

Réindustrialisation, numérique et IA — 2,7 Md€ · net 2,2

Industrie — 1,0 Md€

Sites industriels « prêts à l'usine » (aménagement, dépollution, jusqu'à 1 500 ha) 0,6 ; suramortissement de 40% des investissements productifs PME 0,2 ; formations opérateurs 0,2.
REPÈRES · Le suramortissement ciblé de 2019-2020 a relevé de 12 à 14% l'investissement des PME éligibles.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,50 · net 0,7 Md€
Sources : DGE, Théma n° 40 (2026).

Numérique et intelligence artificielle — 0,7 Md€

Infrastructures de calcul et cloud de confiance (santé, justice, éducation, défense) 0,25 ; recherche en IA 0,2 ; cybersécurité 0,2 ; IA au service des agents et des usagers 0,05.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,50 · net 0,5 Md€

C3S — 1,0 Md€

Contribution sociale de solidarité des sociétés ramenée de 0,16% à 0,13% du chiffre d'affaires, abattement de 19 M€ inchangé.
CHIFFRAGE · Rendement 5,4 Md€ × (0,16 – 0,13) / 0,16 ≈ 1,0 Md€.
Calcul interne · multiplicateur 0,20 · net 0,9 Md€

Adaptation au climat — 9,5 Md€ · net 5,8

Écoles, collèges, lycées et espaces publics — 3,5 Md€

Adaptation des bâtiments scolaires et des mairies 2,0 ; cours d'école végétalisées 1,0 ; ombrières 0,29 ; lieux frais ouverts plus longtemps 0,225 ; cinéma pendant les canicules 0,015.
CHIFFRAGE · Bâtiments : brasseurs d'air 0,75, stores 0,75, végétalisation 0,25, fontaines 0,25. Cours : ≈ 5 000 cours d'école en 2027, Ombrières dans les 61 agglomérations de plus de 200 000 habitants.
REPÈRES · Le 23 juin 2026, 1 800 établissements scolaires ont fermé et 8 000 ont aménagé leurs horaires.
Externe · multiplicateur 0,83 · net 2,0 Md€
Sources : Note de l'IAG, « L'insoutenable légèreté de l'État » (octobre 2026), mesures 7 à 11 ; Banque des territoires, étude EduRenov (2025).

Climatisation des lieux sensibles — 2,0 Md€

Pompes à chaleur réversibles, première tranche d'un plan pluriannuel, en priorité dans les zones les plus chaudes.
CHIFFRAGE · Ehpad : 0,6 Md€ ≈ 150 000 chambres à 4 000€, un quart des places. Collèges et lycées : 0,5 Md€ (deux salles refuges et d'examen par établissement, et 66 000 classes dans les zones les plus chaudes). Services hospitaliers critiques : 0,4 Md€, quatre fois l'aide d'urgence de 2026. Maternelles : 0,25 Md€ ≈ 50 000 classes et dortoirs ; handicap et résidences autonomie : 0,15 ; crèches : 0,1.
Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,60 · net 1,4 Md€
Sources : DREES (EHPA 2023) ; DEPP, RERS 2026 ; Santé publique France.

Travail par fortes chaleurs — 1,2 Md€

Aménagement des horaires et arrêt des chantiers en vigilance rouge, indemnisés par l'activité partielle ; activité partielle des parents quand l'école ferme.
Externe · multiplicateur 0,60 · net 0,8 Md€
Sources : Note de l'IAG, « L'insoutenable légèreté de l'État » (octobre 2026).

Incendies et sécurité civile — 1,0 Md€

Véhicules et avions bombardiers d'eau 0,4 ; 5 000 sapeurs-pompiers professionnels 0,2 ; débroussaillement et pare-feux 0,4.
CHIFFRAGE · Matériel : 1 300 camions-citernes et 4 Canadair (630 M€), moins la hausse de 219 M€ déjà prévue par le PLF. Pompiers : garde des volontaires plafonnée à 600 heures par an, heures au-delà confiées à des professionnels ≈ 5 000 postes, surcoût ≈ 160 M€. Débroussaillement et pare-feux : mesure 16 de la note de l'IAG.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,84 · net 0,6 Md€
Sources : Note de l'IAG (octobre 2026), mesures 14 à 16, ajustées ; inspections générales de l'administration et de la sécurité civile (2023) ; DGSCGC, 2025.

Personnes vulnérables — 0,9 Md€

Veille et visites auprès des personnes isolées, ouverture élargie des piscines, location de climatiseurs pour les personnes âgées isolées.

Externe · multiplicateur 0,58 · net 0,6 Md€
Sources : Note de l'IAG (octobre 2026), élargi aux personnes âgées isolées.

Hôpitaux : plan blanc climatique et bâti — 0,65 Md€

Plan blanc climatique 0,45 (renforts entre régions, primes de report de congés, réserve sanitaire, gardes) ; protections solaires et isolation du bâti 0,2.
REPÈRES · Du 18 au 29 juin 2026 : 6 351 hospitalisations liées à la chaleur, 32 °C de température médiane dans les urgences. L'IGAS chiffre l'adaptation des hôpitaux au climat à 3 à 4 Md€ au total.

Externe (ajusté) · multiplicateur 0,85 · net 0,4 Md€
Sources : Note de l'IAG (octobre 2026), mesure 6 ; Samu-Urgences de France ; FHF.

Logement social — 0,2 Md€

Volets ou stores et brasseurs d'air dans les logements sociaux : 0,2 Md€ de subventions et 0,7 Md€ de prêts de la Caisse des dépôts.
REPÈRES · 44% des 5,4 millions de logements sociaux n'ont ni volets ni stores, 97% n'ont pas de brasseur d'air.

Externe · multiplicateur 1,0 · net 0,1 Md€
Sources : Note de l'IAG (octobre 2026), mesure 12 ; Union sociale pour l'habitat.

Pouvoir d'achat — 7,0 Md€ · net 5,5

Électricité — 4,6 Md€

Accise baissée de 18€/MWh pour les ménages (30,04 → 12,04) et de 10€/MWh pour les entreprises (25,70 → 15,70).
CHIFFRAGE · 1€/MWh de baisse coûte environ 0,2 Md€ côté ménages (151 TWh, TVA comprise) et 0,1 Md€ côté entreprises (environ 120 TWh au tarif normal, TVA déductible). Ménages : 18 × 0,2 = 3,6 Md€ ; entreprises : 10 × 0,1 = 1,0 Md€.
REPÈRES · Environ −108€ par an pour un ménage qui consomme 5 MWh. Objectif : rendre l'électricité décarbonée moins taxée que le gaz et le fioul.

Estimation interne · multiplicateur 0,35 · net 3,8 Md€
Sources : PLF 2027, Voies et moyens ; loi de finances pour 2026 ; UFE ; RTE, Bilan électrique 2025.

Chèque énergie — 1,4 Md€

Environ 7 millions de ménages bénéficiaires (2,5 millions de plus) et un chèque moyen porté à environ 285€.
CHIFFRAGE · Aujourd'hui : environ 4,5 millions de bénéficiaires × 153€ ≈ 0,6 Md€. Demain : environ 7 millions × 285€ ≈ 2,0 Md€, soit + 1,4 Md€.
REPÈRES · Montant proche des 288€ proposés par un rapport parlementaire.

Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,6 · net 1,0 Md€

Leasing social — 1,0 Md€

Leasing social doublé ou triplé : location aidée de voitures électriques pour les ménages modestes.
CHIFFRAGE · 1 Md€ ÷ 13 000€ par véhicule ≈ 77 000 véhicules ; 1 Md€ ÷ 8 000€ = 125 000 véhicules.
REPÈRES · Environ 50 000 véhicules sont déjà financés chaque année par les certificats d'économies d'énergie.

Proposition Équinoxe · multiplicateur 0,5 · net 0,7 Md€

CORRECTION TECHNIQUE

Correction technique — −1,5 Md€ · net −1,5

Fin du prélèvement de 2026 sur la caisse des industries électriques et gazières — −1,5 Md€

Le prélèvement ponctuel de 2026 sur les réserves de la CNIEG disparaît en grande partie en 2027. Le Gouvernement le compte parmi ses mesures et non dans son tendanciel : il est repris à l'identique pour rester comparable.

PLF repris · net −1,5 Md€
Sources : RESF PLF 2027, tableau 11.



« *On ne peut redonner espoir en restant spectateurs* »
Manifeste d'Équinoxe, « *En finir avec la démesure* », novembre 2023.